

LA
BOURSE TOCQUEVILLE



DOCUMENT DE PRÉPARATION

La Bourse Tocqueville est rendue possible grâce au généreux soutien de l'association



« Il n'y a rien, suivant moi, qui mérite plus d'attirer notre attention
que les associations intellectuelles et morales de l'Amérique »

Alexis de Tocqueville – *De la Démocratie en Amérique*, II, p.141.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Ce document est un support pédagogique destiné à aider les candidats dans leur préparation à La Bourse Tocqueville. Il vise à une compréhension de la société civile américaine. Le contenu de ces textes n'engage en rien l'association.

SOMMAIRE

Le mot du Fondateur	5
Interpréter Tocqueville	6
La logique de la société civile	10
Biographies intellectuelles	17
William F. Buckley, Jr.	17
Milton Friedman	21
Barry Goldwater	25
Friedrich A. von Hayek	32
Russell Kirk	36
Irving Kristol	39
Ronald Reagan	45

LE MOT DU DIRECTEUR

Cher candidat à la Bourse Tocqueville,

Créée en 2003 et financée par l'association Contribuables Associés, la Bourse Tocqueville permet aux jeunes gens les plus prometteurs de leur génération de comprendre les idées et d'apprendre les techniques de la société civile américaine. Organisé chaque année en juillet, ce séjour intensif de formation a lieu principalement à Washington D.C.

Immergés au cœur du pouvoir politique américain pour une durée de trois semaines, les lauréats de la Bourse Tocqueville assistent aux séminaires et participent aux formations des instituts les plus prestigieux. Ils découvrent les centres de pouvoir et rencontrent de nombreux décideurs, que ceux-ci soient élus, journalistes, universitaires ou analystes.

Une fois rentrés en France, ils sont en mesure de développer leur engagement politique. Depuis maintenant dix ans, près de soixante lauréats ont pu bénéficier de cette bourse de formation.

Je vous invite ainsi, si vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre engagement dans la vie de la Cité, à nous adresser votre dossier de candidature pour la prochaine édition.

Dans cet opuscule introductif – qui ne prétend pas à l'exhaustivité –, vous trouverez les fondements intellectuels indispensables à connaître si vous souhaitez vous présenter devant le jury du programme : un commentaire sur l'œuvre magistrale de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, une analyse de l'émergence du mouvement issu de la société civile, plusieurs biographies intellectuelles d'auteurs et de personnalités phares. Connaître leurs idées s'avère indispensable afin de saisir l'objet du séjour.

A très bientôt j'espère,

Alexandre PESEY

Fondateur de la Bourse Tocqueville



INTERPRÉTER TOCQUEVILLE



CÉLÈBRE POUR SES ANALYSES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE, ALEXIS-HENRI-CHARLES CLÉREL, VICOMTE DE TOCQUEVILLE (1805-1859) FUT L'UN DES OBSERVATEURS LES PLUS AVISÉS DES CONSÉQUENCES ULTIMES DU PHÉNOMÈNE DÉMOCRATIQUE.

Né en 1805 à Paris dans une famille de la noblesse normande, penseur politique et député, Alexis de Tocqueville fut nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1837 puis élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1838 et à l'Académie française trois années plus tard. Célèbre de son vivant, il devint pourtant, selon les mots de François Furet, « le grand oublié de la Sorbonne républicaine, occupée tout entière à célébrer le mariage improbable de Kant et d'Auguste

Comte »¹. Mais sa personne comme sa pensée font aujourd'hui l'objet d'une littérature abondante ; il fascine de nouveau, par son « esprit très indépendant, joignant à une imagination vive le goût de l'observation, des études politiques et philosophique, un sens droit, n'acceptant point les jugements tout faits »².

¹ François Furet, « Ce que je dois à Tocqueville », discours prononcé le 11 juin 1991 lors de la remise du prix Tocqueville ; reproduit par Commentaire, numéro 55, Automne 1991, pages 543-545.

² A propos de ses correspondances lors de son voyage en Italie et en Sicile en 1826, Le Grand dictionnaire Larousse Universel, 1891, page 254.

Comprendre Alexis de Tocqueville, c'est peut-être suivre un paradoxe : celui d'un fils de l'ancien régime, parent de Chateaubriand, dont le père n'échappa à la guillotine qu'au 9 Thermidor et sera influencé par Montesquieu³, qui devint l'un des plus grands penseurs de la démocratie américaine. Après des études de droit – où il suivit d'ailleurs l'enseignement de François Guizot, – le jeune Tocqueville devint juge auditeur au tribunal de Versailles, avant de partir pour les Etats-Unis le 2 avril 1831, accompagné de son ami Gustave de Beaumont. Missionné par le ministère Montalivet afin d'y étudier le système pénitentiaire, celui-ci avait en réalité à l'esprit, depuis ses vingt ans, le désir de comprendre les ultimes conséquences du phénomène démocratique⁴. Le premier volume de son travail parut en 1835 sous le titre *De la Démocratie en Amérique*, le second cinq ans plus tard.

³ Hervé de Tocqueville publia en 1847 une *Histoire philosophique du règne de Louis XV*.

⁴ Correspondance d'Alexis de Tocqueville et de Louis de Kergorlay (Œuvres complètes, XIII), t. I, p. 373-375 : « Ce n'est donc pas sans y avoir mûrement réfléchi que je me suis déterminé à écrire le livre que je publie en ce moment (...) Je sais tout cela, mais voici ma réponse : il y a déjà près de dix ans que je pense une partie des choses que je t'exposais tout à l'heure. Je n'ai été en Amérique que pour m'éclairer sur ce point. Le système pénitentiaire était un prétexte : je l'ai pris comme un passeport qui devait me faire pénétrer partout aux Etats-Unis. Dans ce pays où j'ai rencontré mille objets en dehors de mon attente, j'en ai aperçu plusieurs sur les questions que je m'étais si souvent faites à moi-même. J'ai découvert des faits dont la connaissance me semblait utile. Je n'allais point là avec l'idée de faire un livre, mais l'idée du livre m'y est venue ». Cité par François Furet, *Naissance d'un paradigme : Tocqueville et le voyage en Amérique* (1825-1831). In : *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 39^{ème} année, N.2, 1984, pp. 225-239.

Tocqueville pouvait prétendre à une certaine sensibilité⁵ et, indéniablement, était davantage qu'un chroniqueur politique ou qu'un sociologue⁶. Mais, bien qu'il ait « entrepris de voir (...) au-delà des partis », sans doute n'était-il pas non plus un philosophe, s'il faut, tout en suivant Léo Strauss, en retenir une définition socratique – l'absence de désir de lutter, de supplément de cœur, de *thumos*. Comme Furet l'écrit de l'esprit de Tocqueville : « rien n'est enregistré au hasard, pour le plaisir simple de savoir⁷ ». De surcroît, son *magnum opus* ne juge pas opportun d'envisager la question du régime le meilleur ou le plus légitime⁸ ; la démocratie s'impose et un

certain fatalisme tocquevillien restreint la réflexion. Naturellement, il ne cède pas pour autant à la distinction entre faits et valeurs ; il ne recule pas devant l'examen des mérites et des limites de la démocratie et fait traverser son ouvrage d'une intention précise, qui se présente comme une interrogation politique fondamentale sur les conséquences de la Démocratie – et on ne saurait négliger que la

⁵ Par exemple, ainsi écrivait-il « Il y a trois hommes avec lesquels je vis tous les jours un peu, c'est Pascal, Montesquieu et Rousseau... ». Voir lettre à Kergorlay, 10 novembre 1836, *Œuvres complètes*, Pléiade, XIII.

⁶ Sur la méthode comparatiste de Tocqueville, voir François Furet, introduction à *De la Démocratie en Amérique*, p.14.

⁷ François Furet, *Le système conceptuel de la démocratie en Amérique*, préface à *De la Démocratie en Amérique*, p.9, 1981, GF Flammarion.

⁸ Harvey Mansfield et Delba Winthrop, cité par Ken Masugi, in « *Did Tocqueville Understand America ?* », numéro d'automne 2000 de la *Claremont Review of Books*.

philosophie est susceptible d'émerger du politique.

En effet, la pensée démocratique des XVII et XVIII^{ème} siècles, et plus particulièrement la souveraineté populaire prônée par Jean-Jacques Rousseau, était entre temps devenue une réalité inconnue jusqu'alors : « je remonte de siècle en siècle jusqu'à l'Antiquité la plus reculée ; je n'aperçois rien qui ressemble à ce qui est sous nos yeux⁹ ». Or, provenant d'une Europe qui ne parvenait à sortir de la violence de l'apprentissage démocratique, Tocqueville tenta de voir au-delà de l'immédiateté. Parce que l'Occident dans son ensemble basculait alors dans une nouvelle ère, son livre contenait l'idée que le régime américain reflétait l'avenir : « J'avoue que dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique ; j'y ai cherché une image de la démocratie elle-même, de ses penchants, de son caractère, de ses préjugés, de ses passions ; j'ai voulu la connaître, ne fût-ce que pour savoir du moins ce que nous devons espérer ou craindre d'elle »¹⁰.

Cette intention ne peut que résonner dans son siècle – et dans le nôtre. En définitive, si l'on admet que la méditation toquevilienne fut déterminée par un particularisme, celui d'un aristocrate emporté par « une sorte de terreur religieuse produite par la vue de cette révolution irrésistible qui

marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles¹¹ », on ne peut qu'être fasciné par sa disposition devant l'universalité du problème démocratique. Et par son désir, pour fixer ce « fleuve rapide », de voir émerger « une science politique nouvelle à un monde tout nouveau¹² », en mesure de départager l'initiative individuelle des forces historiques, afin « d'apercevoir, s'il se peut, les moyens de la rendre profitable aux hommes¹³ ».

« DANS
L'AMÉRIQUE J'AI VU
PLUS QUE
L'AMÉRIQUE ; J'Y AI
CHERCHÉ UNE
IMAGE DE LA
DÉMOCRATIE ELLE-
MÊME »

De la Démocratie en Amérique s'ouvre sur une forme sociale : « Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux Etats-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions ». Cette égalité des conditions est à la racine de la distinction de l'Amérique¹⁴ – de son

« exceptionnalisme », dirait-on aujourd'hui. Tocqueville propose un fait générateur, qui apparaît dans son ouvrage comme l'origine et la fin du régime. Il nous rappelle l'aspect processuel de la révolution démocratique ; aussi, que la *politeia* est un mode de vie.

Tocqueville décrit ainsi une société intensément politisée et en vient à poser la question des conséquences du « dogme de la souveraineté du peuple, » qui se trouve même « au-dessus » des institutions¹⁵ et marque de

⁹ D.A., II, p.399.

¹⁰ D.A., I, introduction, p. 69.

¹¹ D.A., I, introduction, p. 61.

¹² D.A., I, introduction p. 62

¹³ D.A., I, introduction, p. 69.

¹⁴ Voir notamment Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, chapitre premier, pp. 24-26, Tel Gallimard, 2006.

¹⁵ D.A., intro. à la deuxième partie, p.253.

son empreinte l'existence de l'homme démocratique américain dans son ensemble¹⁶ : « Le peuple règne sur le monde politique américain comme Dieu sur l'univers, Il est la cause et la fin de toute chose ; tout en sort et tout s'y absorbe¹⁷ ». Ainsi, bien que le régime soit représentatif, « c'est donc réellement le peuple qui dirige¹⁸ » – enfin, sa majorité.

Si la volonté populaire était infaillible dans les écrits de Jean-Jacques Rousseau, est-elle alors liberté ou n'est-elle que despotisme ? Cette dernière possibilité émerge à maintes reprises, inquiète Tocqueville et nous rapproche du « règne du plus grand nombre » d'Aristote ; de la classe la plus nombreuse¹⁹. Mais les associations, phénomène extraordinaire et typiquement américain, peuvent en tempérer les ardeurs²⁰, bien qu'elles ne soient pas elles-mêmes sans danger²¹. Conscient, comme son chapitre V l'indique, de la *Nécessité d'étudier ce qui se passe dans les Etats particuliers avant de parler du gouvernement de l'Union*, il s'émerveille devant l'existence communale : « C'est pourtant dans la commune que réside la force des peuples libres. Les institutions locales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science, elles la mettent à la portée de tous²² ». De la même manière, la cohésion entre la vie politique et la vie religieuse, puritaine²³ marque profondément son livre.

Si le premier volume traite « de certaines lois et de certaines mœurs politiques », le second se penche sur les sentiments et les opinions générées par cet état social, *destructeur* « des rapports qui existaient jadis ». On y entraperçoit un Tocqueville critique littéraire et artistique mais l'ambition de ce volume apparaît bien plus considérable, puisqu'il contient « la plupart des sentiments et des idées que fait naître l'état nouveau du monde²⁴ », dévoilant là une approche profonde et attentive à la *psychè* du nouvel homme démocratique²⁵.

La tyrannie se manifeste de nouveau, cette fois face au conformisme de l'opinion majoritaire. La liberté d'esprit apparaît menacée : « le public a donc chez les peuples démocratiques une puissance singulière dont les nations aristocratiques ne pouvaient pas même concevoir l'idée. Il ne persuade pas ses croyances, il les impose, les fait pénétrer dans les âmes par une sorte de pression immense de l'esprit de tous sur l'intelligence de chacun²⁶ ». Le corps est sauf mais non l'âme.

Le rationalisme propre à ce pays – « L'Amérique est donc l'un des pays du monde où l'on étudie le moins et où l'on suit le mieux les préceptes de Descartes » – s'accompagne d'un essor de l'individualisme, ce « sentiment réfléchi et paisible », ce « jugement erroné » qui « ne tarit d'abord que la source des vertus publiques » et qui, « à la longue (...) va enfin

¹⁶ Voir notamment Pierre Manent, op. cit., pp ; 13-28.

¹⁷ D.A., I, p. 120.

¹⁸ D.A. I, p. 255.

¹⁹ D.A., II, pp. 391-397.

²⁰ D.A., I, p.277-278.

²¹ La critique tocquevillienne vise là l'esprit de faction.

²² D.A., I, pp. 123.

²³ D.A., I, pp. 392-408.

²⁴ Avertissement au lecteur, D.A., II, pp. 5-6.

²⁵ A voir, Yves Couture, *Tocqueville et les Anciens, The Tocqueville Review/La Revue Tocqueville*, Vol. XXIII, n° 2 – 2002.

²⁶ D.A., II, pp. 18-19.

s'absorber dans l'égoïsme²⁷ ». Les « institutions libres » et les droits politiques sont néanmoins parvenus à vaincre celui-ci, en rappelant sans cesse aux Américains qu'ils vivent en société²⁸. Préférable à l'individualisme, l'« intérêt bien entendu » – ou le comportement de l'honnête homme – a de surcroît son rôle à jouer. Si Tocqueville éclaire cette doctrine à la lumière d'un idéal plus noble, soulignant qu'elle n'est point vertu et craignant que sa domination menacerait l'existence même des hommes vertueux, elle n'en est pas moins « claire et sûre ». Elle serait « la plus appropriée aux besoins des hommes de notre temps²⁹ ».

Mais ces hommes poursuivent une quête insatisfaite pour un bien-être matériel sans éclat, menaçant « d'amollir » les âmes³⁰ dans la « poursuite inutile d'une félicité complète qui fuit toujours³¹ », dans la quête « des choses moins hautes et plus faciles³² » et ainsi

dans l'attente de voir le Gouvernement leur assurer ce bien-être. L'essor d'une conscience de la perfectibilité, qu'elle soit matérielle ou humaine, ne peut empêcher des ambitions amoindries. Presque seule, la religion, par sa capacité à restreindre les penchants matérialistes, fait penser que la dignité de l'individu ne pourrait survivre sans foi³³ et

« SI LE DESPOTISME
VENAIT À
S'ÉTABLIR CHEZ
LES NATIONS
DÉMOCRATIQUES
DE NOS JOURS, IL
AURAIT D'AUTRES
CARACTÈRES »

rappelle le Pascal qui, comme nous l'avons déjà indiqué, influença Tocqueville.

En outre, l'égalité des conditions qui ouvre *De la démocratie en Amérique* divulgue encore, plus loin dans le second volume, une conséquence majeure : elle adoucit les mœurs. Le sentiment d'humanité³⁴ de Rousseau, qui transporte les hommes hors d'eux-mêmes pour qu'ils s'identifient à « l'animal souffrant, » trouve un écho retentissant dans l'œuvre tocquevillienne : « dans les siècles démocratiques, les hommes se dévouent rarement les uns pour les autres ; mais ils

montrent une compassion générale pour tous les membres de l'espèce³⁵ ». Cette *universalité de la pitié* demeure sans antécédent : ni Madame de Sévigné ni Cicéron, membres d'une caste ou d'une citoyenneté particulière, tous deux cités par Tocqueville, n'en expriment pas le moindre reflet. Là encore, le fait générateur est l'égalité des

conditions : « en même temps qu'elle fait sentir aux hommes leur indépendance, leur montre leur faiblesses, ils sont libres mais exposés à mille accidents ». Si Tocqueville l'accueille favorablement, il ne peut que regretter l'inquiétude insatisfaite de l'âme démocratique. Celle-ci n'est jamais complète.

²⁷ D.A., II, p. 125.

²⁸ D.A., II, pp. 131-135.

²⁹ D.A., II, pp. 153-156.

³⁰ D.A., II, pp. 161-167 et pp. 170-174.

³¹ D.A., II, p. 172.

³² D.A., II, p. 299-305.

³³ D.A., II, pp. 29-37.

³⁴ In Emile, pp. 504-506. Il conviendra de lire, à ce propos, Terence Marshall, *A la recherche de l'humanité*. Leviathan PUF, 2009. 413 pages.

³⁵ D.A., II, pp. 208-209.

Mais la dimension socratique s'arrête là³⁶. Ce désir est celui du bien-être matériel.

Est-il alors si étonnant que Tocqueville en vienne à craindre un despotisme ? C'est à ce sujet que l'auteur accorde le poids des pages finales de son ouvrage – sans doute ses plus prophétiques. A nouveau régime, nouveau despotisme : « si le despotisme venait à s'établir chez les nations démocratiques de nos jours, il aurait d'autres caractères : il serait plus étendu et plus doux, et il dégraderait les hommes sans les tourmenter³⁷ ». N'écartant pas la perspective d'une tyrannie plus classique, Tocqueville ne l'envisage que passagère et l'amointrit par une note qui nous livre un portrait de l'administration managériale : « [le gouvernement] ne reproduirait pas les traits sauvages de l'oligarchie militaire. Je suis convaincu que dans ce cas il se ferait une sorte de fusion entre les habitudes du commis et celles du soldat. L'administration prendrait quelque chose de l'esprit militaire, et le militaire quelques usages de l'administration civile. Le résultat de ceci serait un commandement clair, net, absolu : le peuple devenu une image de l'armée, et la société tenue comme une caserne³⁸ ». Plus généralement, les tyrans céderont ainsi leur place à des « tuteurs », qui commanderaient par un doux despotisme à « une foule innombrable d'homme semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-

mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme³⁹ ». Endormies, les libertés individuelles s'en trouveraient menacées.

Malgré de si sombres pensées, Tocqueville ne néglige pas les perspectives optimistes qui découleraient d'un régime que l'on oserait qualifier de *mixte*⁴⁰ et des ressorts que les nations pourraient trouver en elles. Ainsi, parce qu'il avait saisi que les meilleurs amis de la Démocratie n'étaient pas ses flatteurs, soulignant les périls sans les croire insurmontables, Tocqueville nous éduque par une raison pratique que l'on voudrait moins rare.

Par Edouard Chanot. Cet article n'a pas l'ambition d'offrir un commentaire exhaustif de l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville. Indispensable, la lecture attentive de celui-ci pourra être accompagnée du livre de Pierre Manent, Tocqueville et la nature de la Démocratie (Editions Tel Gallimard, 2009, 189 pages).

³⁶ Les Anciens envisageaient le caractère incomplet de l'âme. Si le Socrate de Platon « sait qu'il ne sait pas » et cherche afin d'enrichir ou de compléter celle-ci, les modernes ont évacué la question ontologique : l'individu souverain, libre et titulaire de droits inaliénables de la modernité vient rompre avec la quête des Anciens.

³⁷ D.A., II, p. 384.

³⁸ D.A., II, notes p. 408.

³⁹ D.A., II, p. 383-384.

⁴⁰ D.A., II, pp. 389-392.

LA LOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE, LES LABORATOIRES D'IDÉES ET LES GROUPES DE PRESSION DE LA CAPITAL AMÉRICAINE RYTHMENT LA VIE POLITIQUE OUTRE-ATLANTIQUE. EN FRANCE, CES ORGANISATIONS COMMENCENT À FAIRE PARLER D'ELLES. PETITE HISTOIRE COMPARÉE.

Les « *think tanks* » n'ont de cesse d'attirer le regard. Mais savons-nous réellement ce qu'ils sont ? C'est aux Etats-Unis et au XX^{ème} siècle que de telles organisations se sont multipliées, en marge des universités et des partis politiques. Nouveaux acteurs de la démocratie contemporaine, employant universitaires ou journalistes en mal de liberté de parole ou de moyens financiers, ils ont produit des idées ou des solutions politiques appliquées. Comment ce mouvement est-il né ? Quelle logique sous-tend cette manière alternative d'envisager la politique ? Surtout, la France est-elle préparée

à une telle révolution dans la production des idées ?

En effet, le jeu politique hexagonal se résume souvent à un mécanisme très simple : tout consiste à trouver au sein de partis – voire même à attendre – le candidat idéal, providentiel, et à espérer qu'il parvienne, une fois élu, à mettre en œuvre les réformes attendues.

La société avant le pouvoir

Outre-Atlantique, la mécanique démocratique prend une autre tournure : *en*

amont du parti républicain, le mouvement conservateur a œuvré dans le sens d'une plus forte pression de la société civile depuis la défaite de Barry Goldwater à l'élection présidentielle de 1964. Celui-ci, dont la campagne avait révélé un renouveau de la pensée libertarienne au sein du conservatisme, est écrasé, ne s'imposant que dans six Etats. A cette date, le Texas votait encore démocrate. Pourtant, paradoxalement, cet événement déclencha l'essor du mouvement conservateur moderne et une manière alternative d'envisager la politique ; de la sorte, Goldwater eut une influence marquante sur la politique américaine.

Non dépourvu de fondements gramscistes, la logique de mouvement de la société civile a permis une inversion totale du rapport politique au sein de la droite américaine. Système à l'apparence très simple, il s'avère souvent inintelligible au travers d'un prisme essentiellement jacobin. On retiendra qu'il se fixe pour but premier d'influencer la société elle-même avant de chercher le pouvoir, jouant ensuite sur l'instauration d'un rapport de force avec la classe politique. L'homme politique étant en effet ce qu'il est, il est essentiel de disposer des moyens pour l'influencer, le contrôler et le sanctionner : s'il souhaite satisfaire son ambition, il ne peut que rester dépendant de son électorat.

Un vaste réseau d'instituts, de groupes de pression ou de media a ainsi émergé afin de catalyser cette dépendance. Tocqueville en avait perçu les prémisses : « *S'agit-il de mettre en lumière une vérité ou de développer un sentiment (...) [les Américains] s'associent*⁴¹ ».

« LA LOGIQUE DE
MOUVEMENT DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE A
PERMIS UNE INVERSION
TOTALE DU RAPPORT
POLITIQUE »

Les premiers véritables « *think tanks* » sont apparus un siècle après *De la Démocratie en Amérique*, durant l'entre-deux guerre – indépendants, employant des chercheurs et produisant des publications. Cependant, le mouvement conservateur moderne donna une forme nouvelle à ces organisations, les orientant plus délibérément vers la bataille idéologique. S'installant peu à peu à Washington, elles purent compter sur la venue de chercheurs fuyant l'hermétisme d'un système universitaire qui avait déjà commencé à digérer le progressisme. Les meilleurs d'entre eux profiteront du « *revolving door*⁴² » de l'administration pour effectuer des allers-retours entre la recherche et la conduite des politiques publiques. Aussi, on a pu observer l'apparition de nouveaux métiers, liés à la levée de fonds. En effet, le mouvement conservateur, qui a voulu ne rien devoir à personne, rejette toute dépendance financière, qu'elle soit administrative ou privée, préférant les dons nombreux et souvent infimes de particuliers. Morton Blackwell, ancien proche de Goldwater, le justifie simplement : « *Ne*

⁴¹ Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, II, p.141.

⁴² L'absence d'une haute fonction publique de carrière permet de passer du secteur privé au secteur public, au gré des changements d'administration.

laissez jamais à un bureaucrate la chance de vous dire non ». Aujourd'hui, Edwin Feulner, Président de l'*Heritage Foundation*, qui publie l'Index de liberté économique, se targue d'avoir refusé les millions d'un grand donateur qui souhaitait, en contrepartie, voir l'institut prendre des positions susceptibles d'entraver la liberté d'entreprendre.

Ce dernier « *think tank* » est sans conteste le centre névralgique du conservatisme. Son budget atteint les 50 millions de dollars. Le *CATO Institute* représente l'aile libertarienne, épaulé par le *Competitive Enterprise Institute* et des mouvements militants comme *Bureaucrash* ou *Freedom works*. Les traditionnalistes catholiques ont fondé l'*Acton Institute* et *Tradition, Family and Property*, les Chrétiens évangéliques animent le *Family Research Council* ou encore *Focus on the Family*. Les Néoconservateurs se retrouvent à l'*American Enterprise Institute* ou à l'*Hudson Institute* – qui revendique néanmoins des velléités moins idéologiques⁴³. A ces instituts se joignent des journaux comme la *National Review*, *Human Events*, *The American Conservative* ou *Reason* et *The Freeman*, plus libertariens. Les Néoconservateurs ne sont pas en reste, avec les pages éditoriales du *Wall Street Journal*, *The Weekly Standard*, dirigé par William Kristol, ou des revues comme *Commentary magazine*, *The National Interest* ou *The American Interest*. En outre, des groupes de pression sectoriels, comme la *National Taxpayers Union*, l'*Americans for Tax reforms* de Grover

Norquist, la *National Right to Life*, la très puissante *National Rifle Association* ou des centres de formation comme le *Leadership Institute* complètent savamment le mouvement. Evidemment, de nombreuses autres organisations existent : on pensera à l'*Intercollegiate Studies Institute*, qui entretient la pensée de Russell Kirk⁴⁴, ou au *Mises Institute* qui, par son isolement intellectuel – on y prône l'anarcho-capitalisme – et géographique – le siège est dans l'Alabama – détonne sans pour autant empêcher une influence certaine : Ron Paul est ainsi un familier du lieu.

L'union sans la contrainte

Cette liste non-exhaustive devrait montrer que le mouvement, bien plus hétérogène qu'on ne peut le croire, dépasse les seules émissions de la chaîne Fox News. Regroupant souvent difficilement Paléo-conservateurs, Traditionnalistes, Libertariens ou Néoconservateurs, il n'a rien d'ordonné. On s'y écharpe bien souvent. Ainsi, la revue *The American Interest* fut fondée en 2005 par Francis Fukuyama après une divergence avec le comité de *The National Interest* qui, bien que créée par Irving Kristol, père du Néoconservatisme, souhaitait faire évoluer sa ligne éditoriale. Par ailleurs, si l'*Heritage Foundation* est en mesure de donner une ardeur militante au mouvement, elle est pour certains une gigantesque machine sacrifiant la production intellectuelle au profit de simples opérations de communication et obligeant, par

⁴³ L'*Hudson Institute* ne dispose d'aucun comité de relecture.

⁴⁴ Voir sa biographie, infra.

son poids, l'ensemble des instituts à se conformer à la norme qu'elle impose. Mais les instituts sont toujours des refuges, permettant une émulation intellectuelle, une possibilité d'échapper aux atteintes à la liberté de la recherche. Ainsi, Laurent Murawiec, chercheur français en relations internationales, limogé en 2002 de la RAND Corporation pour avoir évoqué le soutien des fortunes saoudiennes au terrorisme, put rejoindre l'*Hudson Institute* – d'ailleurs créé par le stratège nucléaire Herman Kahn en 1961, alors lassé par la bureaucratie de cette même RAND.

Ainsi, faute de mieux, on tente de s'entendre. Car, au fond, on sait surmonter les divergences. L'absence d'autorité centrale susceptible de dicter la marche à suivre est bien entendu une condition de la survie du mouvement. Le

« fusionnisme » prôné par Frank Meyer et Bill Buckley Jr. n'y est pas étranger. Les réunions de coalition hebdomadaires, qui permettent de faire se rencontrer les responsables des différentes organisations, dynamisent davantage l'ensemble. On compte le *Paul Weyrich lunch* et la réunion de Grover Norquist, plus libertarienne. Les parlementaires républicains et candidats souhaitant obtenir le soutien du mouvement y sont acceptés mais n'ont pas le même statut : au déjeuner Paul Weyrich, ils passent à

l'estrade comme des élèves que l'on voudrait noter.

L'essentiel est de comprendre qu'un savant équilibre s'est créé entre production, formation intellectuelle et action d'influence. Est donc établi un dialogue quelquefois brutal mais pourtant fondamentalement démocratique, qui entretient les soubassements populaire et égalitaire⁴⁵ de l'Amérique, afin de contrebalancer la tradition plus représentative, héritée des anciens *whigs* britanniques. En définitive, le politicien ne peut se lancer en politique sans se conformer aux exigences du mouvement et ne peut longtemps rester en place sans y témoigner une certaine fidélité. Bush père en a fait les frais en 1992 : alors qu'il avoisinait les 90% d'opinions favorables au sortir de la guerre du Golfe, il a fait le choix d'augmenter les

impôts, reniant ainsi une de ses promesses de campagne. Moins d'un an plus tard, il était battu par Bill Clinton et cédait à celui-ci son siège dans le bureau ovale. Le mouvement conservateur s'était en effet abstenu d'agir en sa faveur, votant en partie pour le troisième homme de cette campagne, Ross Perrot...

Actualité et exportation du modèle

Aujourd'hui, il n'a échappé à personne que le Tea Party se rebellait, depuis le

⁴⁵ Lire, à ce propos, l'introduction à *De la Démocratie en Amérique*, supra.

Printemps 2009, contre Barack Obama, dont l'élection a été trop rapidement qualifiée de «troisième révolution américaine» par certains commentateurs français⁴⁶. Remettant en cause à la fois l'interventionnisme de l'Etat fédéral et l'*establishment*, mobilisant la classe moyenne américaine avec un certain amateurisme et des arguments simples voire simplistes⁴⁷, le *Tea Party* illustre la dissonance avec l'élite dirigeante, majoritairement *libera*⁴⁸. Damien Theiller résumait parfaitement la situation il y a quelques mois :

« L'élite au pouvoir croit au réchauffement climatique, le scepticisme de l'opinion publique envers le réchauffement climatique est en hausse. L'élite au pouvoir soutient le droit à l'avortement, l'opinion publique s'y oppose désormais. L'élite au pouvoir veut contrôler les armes à feu, l'opposition au contrôle des armes à feu monte. La même chose vaut en matière de politique extérieure. L'élite politique au pouvoir est internationaliste, du coup le sentiment isolationniste atteint maintenant un niveau record, selon une étude du Pew Research Center. L'élite politique au pouvoir croit en l'action multilatérale, le nombre d'Américains qui croient

qu'ils devraient "suivre leur propre voie" a fortement augmenté⁴⁹ ».

Le Tea Party est aujourd'hui qualifié de mouvement spontané. Mais cette spontanéité doit être relativisée : jamais il n'aurait pu prendre une telle ampleur en si peu de temps et maintenir une telle constance sans le mouvement conservateur, implanté dans le décor politique américain depuis une quarantaine d'année. En définitive, la véritable spontanéité date des années soixante, non du Printemps 2009 – et même des années trente si l'on tient compte de l'opposition au *New Deal*.

Du côté de la France libérale ou conservatrice, on commence à faire de même ; le concept d'« entrepreneuriat intellectuel » semble promis à un bel avenir, alors que les élites dirigeantes, les auteurs médiatiques et la presse apparaissent discrédités auprès d'une frange importante de la société civile.

Par Edouard Chanot. Article publié le 15 novembre 2010 par l'Institut Coppet et revu pour l'occasion.

⁴⁶ Jacques Mistral, « *Barack Obama, la troisième révolution américaine* », Librairie académique Perrin, 2008, 236pp.

⁴⁷ Nous avons en particulier à l'esprit l'amalgame souvent opéré entre la Présidence Obama et le III^{ème} Reich ou le régime soviétique.

⁴⁸ La traduction appropriée du terme *liberal* devrait être « social-démocrate » voire « progressiste », et non « libéral », dont la signification diverge en Europe continentale.

⁴⁹ Damien Theiller « *Obama, an I, la révolte des citoyens américains* », janvier 2010, libertepolitique.com

BIOGRAPHIES INTELLECTUELLES

WILLIAM F. BUCKLEY, JR. LE PORTE-VOIX DU CONSERVATISME



JOURNALISTE, ESSAYISTE, FONDATEUR DE LA *NATIONAL REVIEW* ET PRÉSENTATEUR DE L'ÉMISSION *FIRING LINE*, WILLIAM BUCKLEY (1925-2008) FUT LE PORTE-VOIX DU MOUVEMENT CONSERVATEUR CONTEMPORAIN.

William F. Buckley Jr. fut, dès le début des années cinquante, l'un des intellectuels conservateurs les plus audacieux et les plus en vue. En fondant le magazine *National Review* au milieu de cette décennie, il offrit une tribune d'opinion aux auteurs conservateurs et apporta ainsi un moyen de cohésion à un groupe disparate de dissidents à une pensée progressiste⁵⁰ qui dominait alors la

communauté intellectuelle américaine. Buckley présenta aussi l'émission *Firing Line*, diffusée par la télévision publique – qui atteint un record de longévité, – où il s'entretenait avec des personnes de toutes tendances politiques sur des sujets divers, présentant ainsi sa perspective conservatrice à une plus large audience.

Buckley est né de parents catholiques fervents, William Frank Buckley et Aloise

⁵⁰ *Liberal* dans le texte.

Steiner Buckley. Son père était un millionnaire pétrolier texan, abrupt dans ses préjugés raciaux, quelquefois mêlé à la politique mexicaine et politiquement allié aux Démocrates du sud. Sa mère était une sudiste douce et pieuse.

Même pendant les années où il étudia à la *Millbrook Academy*, au Nord de l'état de New-York, ou à l'université de Yale, Buckley était connu pour

son cran et exhibait de temps à autres une indépendance singulière face aux règles ou aux conventions. A Yale, il se dressa contre ce qu'il percevait comme l'idéologie progressiste régnante de cette institution. Son attitude de défi apparut avec force dans son premier ouvrage, *God and Man at Yale* (1951), qui attira à lui une attention nationale. Dans ce pamphlet, Buckley décrivit l'abandon par cette institution de son allégeance envers la chrétienté et l'économie de marché. Buckley, par un style qui lui devint propre, y nommait certaines personnes et décrivait une conspiration contre ces orthodoxies américaines menacées.

Le conservatisme juvénile de Buckley provenait de différentes sources ; de son père et d'un des amis intimes de celui-ci, le libertarien aux penchants aristocratiques Albert Jay Nock. A Yale, son impérieux professeur Wilmoore Kendall, un constitutionnaliste remarqué, influença Buckley par son portrait

d'une Amérique devenue le champ de bataille politique de la confrontation opposant alors les partisans d'une « société ouverte » – des « progressistes portant un programme relativiste et individualiste » – aux partisans

d'une démocratie majoritaire, qui défendaient le droit d'une communauté à préserver ses valeurs traditionnelles. Mais Whittaker Chambers eut probablement l'influence la plus importante sur Buckley.

« A YALE, IL SE DRESSA
CONTRE CE QU'IL
PERCEVAIT COMME
L'IDÉOLOGIE
PROGRESSISTE RÉGNANTE
DE CETTE INSTITUTION »

L'autobiographie de celui-ci, *Witness* (1952), incarna aux yeux de Buckley le grand conflit qui, selon Chambers lui-même, définissait la guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. L'écriture enjouée de Chambers surlignait une grande confrontation entre les valeurs religieuses et intellectuelles de l'Occident et la promesse d'une nouvelle société globalisée et séculière proposée par le communisme. Chambers aida Buckley à voir la guerre froide comme un combat transcendant ; vision que Buckley n'abandonna jamais.

Quand Buckley lança la *National Review* en 1955, son conservatisme particulier, fait d'une loyauté aux modes de vie provincial et familial et à la Nation dans son ensemble, était devenu évident. Ainsi, son ouvrage *McCarthy and His Enemies* (1954), coécrit avec son beau-frère L. Brent Bozell, insistait lourdement sur le droit d'une société à défendre son particularisme et accordait une priorité aux intérêts de celle-ci plutôt qu'aux

libertés civiles réclamées par les opposants de l'opinion majoritaire. De la même manière, dans *Up from Liberalism* (1959), Buckley prit la parole au nom des intérêts de la majorité blanche du Sud des Etats-Unis, alors que le mouvement des droits civiques s'intensifiait dans cette partie du pays.

Sa perspective était reflétée dans la *National Review* elle-même ; le mouvement conservateur, et plus particulièrement ses intellectuels les plus en vue, y étaient perçus comme un clan menacé, combattant afin de réclamer l'héritage de liberté et de moralité que le progressisme avait rongé et affaibli. Un panel très large de conservateurs se vit accorder une tribune dans la *National Review* – anticommunistes, libertariens, traditionnalistes, conservateurs religieux. L'importance de nombreux anciens intellectuels de gauche s'avéra être une composante importante de la communauté conservatrice et, par ailleurs représenté dans le journal, le catholicisme de Buckley causa de temps à autres certains problèmes. Ainsi, Max Eastman et Ayn Rand s'en éloignèrent en grande partie parce qu'il ne prenait sa religion à la légère.

A partir des années 60, Buckley devint l'un des éditorialistes les plus populaires ; versatile, il écrivait sur de multiples sujets – de la politique étrangère au beurre de cacahuètes, – et ses articles étaient reproduits dans la *National Review* avant d'être, de temps à autres, regroupés dans un livre. *The Jeweler's Eye* (1968) contient ainsi son essai sur le magazine *Playboy*, qui révèle comment, en ce qui concerne les mœurs sexuelles et certaines

autres problématiques, Buckley en venait à modérer son ethos libertarien. A un certain point, Buckley se prononça en faveur de la légalisation de la marijuana, mais cet essai montre qu'il rejetait l'appel de Hugh Hefner⁵¹ pour une nouvelle moralité. « *The Governor Listeth* » (1970) contient les écrits de Buckley sur la guerre du Vietnam et *Inveighing We Will Go* (1972) un long entretien publié dans *Playboy*, qui s'avère être le résumé le plus succinct de sa pensée. Se voyant demander ce qu'il pensait être le changement le plus important dans les années 60, il répondit : « l'acceptation philosophique de la coexistence entre l'Union soviétique et l'Occident. » Interrogé sur ce qu'il serait nécessaire de réaliser afin de mettre fin à la promiscuité sexuelle, il répondit : « faites en sorte que les gens arrêtent de lire *Playboy* ».

Dans *A Hymnal* (1978), Buckley proposa un essai sur l'écrivain soviétique Alexandre Soljenitsyne, sans doute l'un de ses articles les plus puissants. Cet article révèle comment Buckley, durant l'ère de la détente et de l'accommodation avec l'Union soviétique, percevait toujours la guerre froide en des termes moraux, et comment il utilisa l'écriture imagée de Soljenitsyne afin d'entretenir dans les esprits la compréhension du mal communiste. Par ailleurs, *Right Reason* (1985) rassembla les réflexions de Buckley sur plusieurs événements comme la révolution iranienne, la descente d'un avion coréen par l'Union soviétique, et l'intervention américaine à Grenade.

⁵¹ N.d.T : Fondateur et propriétaire du magazine *Playboy*.

Buckley écrivit aussi ses mémoires personnelles. En 1965, il se présenta aux élections municipales de New-York contre un républicain progressiste, John Lindsay. Il narra les problèmes et les anecdotes de cette campagne dans *The Unmaking of a Mayor* (1966). Un rendu très personnel de sa vie intellectuelle parut dans *Nearer, My God* (1997) et son autobiographie, *Miles Gone By* (2004) évoqua des aspects plus particuliers de sa vie et de sa carrière.

En 1976, Buckley se lança dans la fiction, publiant des romans d'intrigue politique durant la guerre froide. Son protagoniste était Blackford Oakes – un « *Ivy leaguer*⁵² » aventurier et romantique. Par des ouvrages comme *Saving the Queen* (1976), *Stained Glass* (1978), *Who's on First* (1980) et *High Jinx* (1986), Buckley revécut indirectement la guerre froide, qu'il croyait devoir être restaurée dans la mémoire publique. D'ailleurs, il continua même de publier ces nouvelles après la chute de l'Union soviétique – la onzième aventure de de Blackford Oakes fut publiée en 2005.

Buckley prit sa retraite de la *National Review* en 1990, tout en y maintenant une présence certaine, même après avoir abandonné ses parts en 2004. En 2000, il présenta pour la dernière fois son émission

« L'ŒUVRE
IMMENSE DE
BUCKLEY N'A PAS
ATTEINT UNE
PHILOSOPHIE
CONSERVATRICE
COHÉRENTE ... IL
N'EN A JAMAIS EU
L'INTENTION »

Firing Line. Il continua toutefois à écrire de nombreux articles pour la *National Review* et d'autres revues, tout en diminuant certains de ses loisirs. Son action remarquable, dans de nombreux domaines, fut récompensée en 1991 par la médaille présidentielle pour la liberté et en 2003 par le prix Charles H. Hoeflich⁵³.

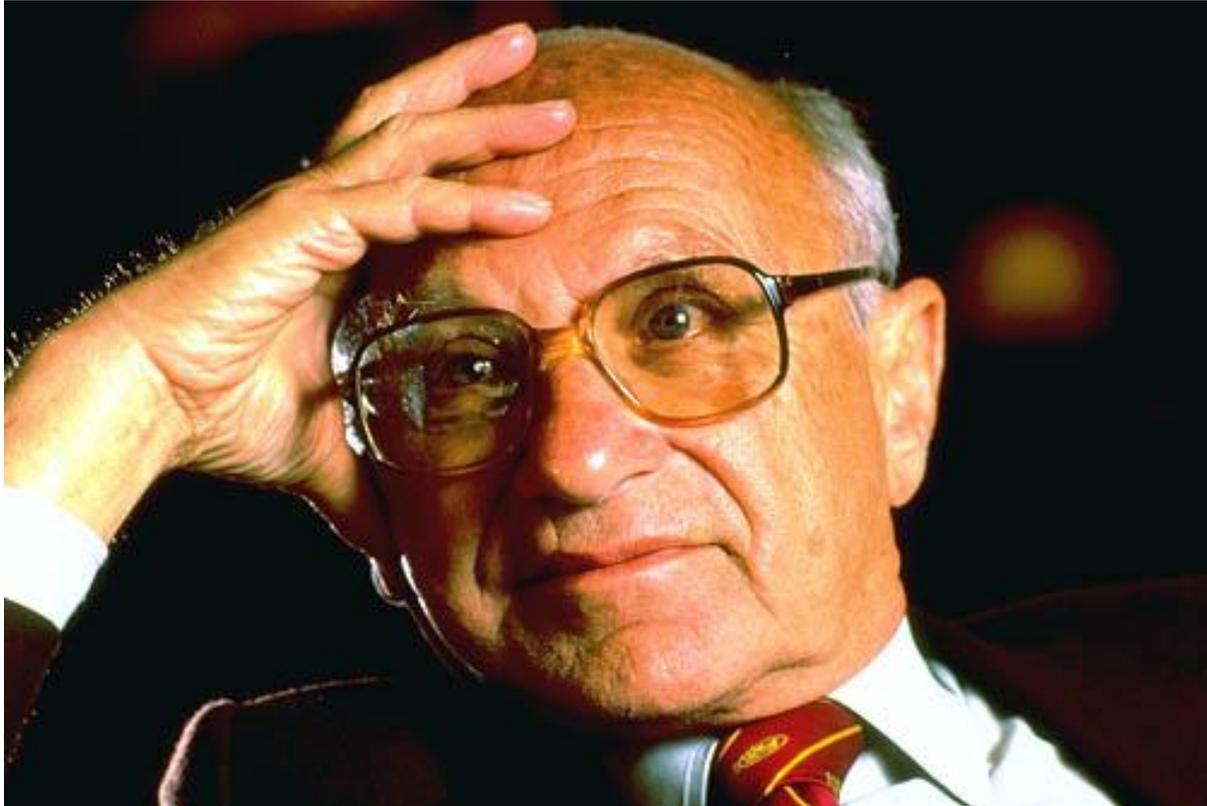
L'œuvre immense de Buckley n'a pas atteint une philosophie conservatrice cohérente et il faut bien admettre, avec honnêteté, qu'il n'en a jamais eu l'intention. Selon la problématique à considérer, il exprimait des opinions libertariennes ou traditionnalistes, quelquefois intransigeantes, et il serait juste de reconnaître que son conservatisme paraissait formé dans un but précis. Néanmoins, ses écrits constituent un catalogue immense, important et influent de plus de cinquante ans d'opinions conservatrices.

Par J. David Hoeveler Jr. Article publié in « American Conservatism. An Encyclopedia », ISI Books, 2006, pages 97-100, traduit et reproduit avec l'aimable autorisation de l'Intercollegiate Studies Institute.

⁵² N.d.T. : L'Ivy League regroupe les huit universités privées du nord-est américain, parmi les plus anciennes du pays.

⁵³ N.d.T. : grand mécène conservateur.

MILTON FRIEDMAN. LA LIBERTÉ DU CAPITALISME



PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE EN 1976, MILTON FRIEDMAN (1912-2006) EST CONSIDÉRÉ COMME L'UN DES ÉCONOMISTES LES PLUS INFLUENTS DU XX^{ÈME} SIÈCLE.

Milton Friedman fut le père de l'école moderne d'économie de Chicago. De 1946, date à laquelle il rejoignit cette université, jusqu'à sa retraite en 1977, Friedman fut l'intellectuel le plus en vue parmi les économistes qui, au sein de cette institution, contestèrent les théories sous-jacentes à un Etat démesuré et interventionniste – idées alors en vogue après la Seconde guerre mondiale. L'école d'économie de Chicago, partisane du libre marché, a formé le noyau libéral classique du conservatisme américain et, plus particulièrement, s'est distinguée par une application de la théorie des prix aux

problématiques de politique économique, par une intégration de détails institutionnels et factuels à la théorie et par une utilisation de la théorie monétaire afin d'expliquer les cycles économiques.

Friedman a débuté sa carrière à un tournant de l'histoire américaine. La Grande Dépression était encore dans les mémoires et avait déstabilisée la confiance en la capacité du capitalisme de libre marché à apporter à la fois stabilité et prospérité. Les intellectuels américains et européens lorgnaient de plus en plus vers le socialisme, afin d'y trouver un

système économique qui serait plus productif et humaniste. Les économistes, quant à eux, adoptaient la théorie macroéconomique keynésienne, qui subordonnait la politique monétaire à la politique fiscale, tandis que le gouvernement américain, durant la dépression et la seconde guerre mondiale, initiait de vastes programmes d'impositions, de subventions et de réglementations.

Dans ce contexte, les vues de Friedman n'apparurent pas littéralement conservatrices, mais plutôt radicalement libérales, parce qu'il accordait une valeur fondamentale à la liberté individuelle et croyait que le rôle premier de l'Etat était de protéger celle-ci. Friedman rejoignit d'autres libéraux, menés par Friedrich von Hayek afin de former la Société du Mont Pèlerin en 1947. Ses positions, à l'époque comme de nos jours, s'avèrent radicales à deux égards. En effet, un dispositif gouvernemental dominant et intrusif était de plus en plus considéré comme acquis aux Etats-Unis. Comme l'indique le titre de l'un de ses ouvrages les plus populaires, Friedman en est venu à défier ce statu quo (*Tyranny of the Status Quo*, 1984). Son approche des politiques publiques fut elle aussi radicale, dans la mesure où il utilisa l'analyse économique afin de dévoiler les racines des problèmes.

Friedman devint, par une remarquable capacité à s'adresser à un public académique comme à des audiences plus populaires, le

principal intellectuel de la tendance libérale classique du conservatisme américain. La diversité de ses écrits s'avéra remarquablement large, alors que son époque fut celle de la spécialisation, et il s'affirma comme l'un des chercheurs les plus éminents de sa génération, remportant deux des distinctions les plus convoitées au sein de la profession : la médaille John Bates Clark (1951), décernée tous les deux ans par l'*American Economic Association* à un économiste de moins de quarante ans pour sa contribution au savoir économique, et le prix Nobel (1976). Il fut aussi élu Président de cette dernière organisation en 1967. Ses ouvrages *Theory of the Consumption Function* (1957) et *A Monetary History of the United States* (écrit avec Anna J. Schwartz, 1963), particulièrement remarquables, étaient, comme l'ensemble de son œuvre, empreints d'une utilisation caractéristiquement minutieuse de statistiques, utilisées afin de développer et d'éprouver les théories.

Friedman a analysé de nombreux problèmes de politiques publiques dont, entre autres, le contrôle des loyers, les taux d'intérêt, le financement de l'éducation, la politique monétaire et l'assistance publique, et tâcha d'y sensibiliser de nombreux lecteurs par ses chroniques régulières dans *Newsweek* (1966-1984) ou à travers son livre et son émission télévisée *Free to Choose* (avec son épouse Rose D. Friedman, 1980) et ses nombreux éditoriaux dans la presse.

Toujours provocant et farouchement indépendant, Friedman a attiré autant de disciples fervents que de critiques passionnés. La publication de sa thèse de doctorat, rédigée à l'université de Columbia (*Income from Independent Professional Practice*, avec Simon Kuznets, 1945), fut retenue pendant plusieurs années, du fait d'objections émanant du *National Bureau of Economic Research*, où il menait sa recherche, concernant ses conclusions relatives aux pratiques monopolistiques de l'*American Medical Association*. Ses propositions de nouvelles règles politiques et fiscales, formulées pour la première fois en 1947, furent particulièrement impopulaires parmi les économistes et les fonctionnaires confiants en leur capacité à améliorer l'économie américaine. Selon Friedman, les meilleures intentions sont insuffisantes pour palier aux déficiences du savoir et des capacités prévisionnelles qui se révèlent nécessaires afin d'ajuster l'économie. L'argument selon lequel une politique monétaire inepte avait transformé en 1929 une récession pourtant ordinaire en grande dépression, qu'il développa avec Anna Schwartz dans *A Monetary History*, était tout aussi provocant et controversé. Il remettait là en cause deux croyances profondes, issues des idées keynésiennes : d'une part l'idée selon laquelle la dépression avait été causée par un

« LES MEILLEURES
INTENTIONS SONT
INSUFFISANTES POUR
PALIER AUX
DÉFICIENCES DU
SAVOIR ET DES
CAPACITÉS
PRÉVISIONNELLES
QUI SE S'AVÈRENT
NÉCESSAIRES AFIN
D'AJUSTER
L'ÉCONOMIE »

contexte d'instabilité récessionnaire inhérent au secteur privé et, d'autre part, la croyance selon laquelle une politique monétaire serait moins efficace qu'une politique fiscale.

Friedman rassembla plusieurs extraits de ses conférences et de ses essais dans *Capitalisme et liberté*, publié en 1962. Ce livre devint un plaidoyer classique du capitalisme compétitif, où il développait l'idée que la liberté économique, la liberté de réaliser et de dépenser son revenu selon nos propres préférences, tant qu'elle ne porte pas atteinte à la liberté d'un tiers, est fondamentalement importante, à la fois comme fin en elle-même et comme condition nécessaire pour la liberté politique. Avec ce précepte et quelques théories économiques simples mais fortes, Friedman explora le rôle de l'Etat dans une société dévouée à la préservation de la liberté.

L'analyse économique contenue dans *Capitalisme et liberté* est en une application inflexible de principes économiques sur ce qui est communément appelé les « échecs du marché ». Il en existe deux types. Les externalités, ou « l'effet de voisinage », sont des cas où les droits de propriété sont incomplets. Les bénéfices ou les coûts des activités incombe alors à des personnes qui ne sont pas parties prenantes de ces activités. Parce que les marchés ne peuvent prospérer

sans droits de propriété clairement établis et assurés, Friedman assigne ainsi à l'Etat la responsabilité d'établir et de protéger les droits de propriété et de faire respecter les contrats. L'action publique est appropriée si elle fait porter aux personnes qui agissent le coût de leurs actions. Les marchés échouent aussi à opérer convenablement quand il existe une tendance vers une concentration du pouvoir économique. Friedman assigne en conséquence à l'Etat la responsabilité de prévenir les monopoles.

Les défaites politiques furent pourtant plus nombreuses pour les Américains favorables au rôle limité de l'Etat après la parution de *Capitalisme et Liberté*. Friedman continua cependant, avec son épouse, à tenter de persuader l'opinion publique américaine des vertus du capitalisme compétitif, en publiant deux autres livres qui connurent un certain succès et influence. Dans *Free to Choose* (1980), Friedman expliquèrent plus en détail les raisons de la résistance des politiques de l'Etat providence aux réformes en faveur du libre marché avant de développer ce thème davantage dans *Tyranny of the Status Quo* (1984), en analysant le bilan des deux premières années de la présidence Reagan. Ils en vinrent à recommander des modifications constitutionnelles afin de briser le « triangle de fer » composé par les groupes bénéficiant des subventions de l'Etat providence, par les politiciens accordant des bénéfices à ces groupes aux frais de la population des consommateurs et des contribuables, et par les bureaucrates qui administrent ces programmes.

La capacité de Milton Friedman à identifier les racines des problèmes issus des politiques publiques donnent à ses écrits une immédiateté pérenne. Cela lui permit aussi d'anticiper des difficultés avant qu'elles n'attirent l'attention d'un plus large public. Il fut l'auteur, au commencement de l'ère de Bretton Woods, d'une critique devenue désormais commune du taux d'intérêt fixe mais ajustable (« *The Case for Flexible Exchange Rates* », 1953), bien avant que ce système ne se désintègre du fait des pressions que Friedman avait énumérées dans son essai. Par ailleurs, il fut en 1955 le premier à envisager des chèques éducation afin d'améliorer le système éducatif primaire et secondaire, avant que le mouvement militant qui permit leur application ne prenne forme au commencement des années 90. En outre, ses arguments pour réglementer une politique monétaire avec taux de croissance constant eurent une influence non négligeable sur la réorientation de la pensée politique et stratégique au sein de la communauté des économistes et des banques centrales.

Largement traduits, ses écrits sur les politiques publiques ont fourni des arguments décisifs en faveur du libre marché et d'un gouvernement limité.

Par J. Daniel Hammond, in « American Conservatism. An Encyclopedia », ISI Books, 2006, pages 329-331, traduit et reproduit avec l'aimable autorisation de l'Intercollegiate Studies Institute.

BARRY GOLDWATER : AUX ORIGINES DE LA RÉVOLUTION



SÉNATEUR DE L'ARIZONA, DÉFAIT LORS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1964, BARRY GOLDWATER (1909-1998) A PARADOXALEMENT MARQUÉ DE SON EMPREINTE LE CONSERVATISME AMÉRICAIN.

Le mouvement Tea Party est, depuis son émergence au Printemps 2009, la cible d'un profond mépris. Il est incompris: on ignore d'où il est réellement issu ; on ne parvient pas à saisir la teneur de son conservatisme. Pourtant, comprendre ce mouvement ne requiert pas une étude si complexe et, s'il est certes le porte-parole d'une idéologie radicale⁵⁴, il s'agit de ne pas se méprendre sur son radicalisme. Les interrogations peuvent trouver *une partie* de leur réponse dans un court ouvrage de 120

pages, *The Conscience of A Conservative*, et en la personne de Barry Goldwater, son auteur, Sénateur de l'Arizona et candidat républicain défait par le démocrate Lyndon Johnson lors de l'élection présidentielle de 1964. Ecrasé –le Texas votait alors encore Démocrate–, on aurait pu croire que le moment Goldwater serait devenu une anecdote de l'Histoire des Etats-Unis.

Pourtant, il eut paradoxalement une influence considérable sur la politique américaine, permettant l'essor du mouvement conservateur. En effet, un véritable élan entrepreneurial suivit sa défaite : de nombreux

⁵⁴ L'idéologie est ici considérée comme un système de convictions pensé de manière cohérente.

membres de son équipe de campagne firent le choix d’agir dans la durée, en fondant instituts ou groupes de pression, apprenant à prendre un certain recul à la fois face à l’action partisane et au court-termisme électoral. De la sorte et par les valeurs qu’il a portées, Goldwater a ouvert la voie de la « révolution reaganienne » de 1981⁵⁵.

Né à Phoenix en 1909, juif par son père et éduqué dans la tradition épiscopaliennne de sa mère, Barry Goldwater reçut l’éducation stricte de l’académie militaire de Staunton en Virginie, avant de travailler dans le magasin familial. C’est en 1949, après avoir servi comme pilote lors de la seconde guerre mondiale, qu’il se porta candidat pour le conseil municipal de Phoenix. En 1952, il fut élu Sénateur de l’Arizona aux dépens de McFarland, pourtant tête de la majorité démocrate au Sénat.

La conscience d’un conservateur

Dès lors, Barry Goldwater devint le porte-parole de l’antiétatisme. En 1958, il publia *The Conscience of a Conservative*, ouvrage ayant profondément marqué la rhétorique de la droite américaine⁵⁶. Vendu à 3,5 millions d’exemplaires, véritable programme politique qui devait « réveiller la

conscience conservatrice des Américains »⁵⁷, il permet de tracer les contours du conservatisme des années 60. Goldwater y remet radicalement en cause l’action des démocrates et le *New Deal* mais, plus encore, critique ouvertement le parti républicain, alors que ses membres n’avaient de cesse de s’excuser d’être conservateurs. Nixon ne disait-il pas “*les candidats républicains doivent être économiquement conservateurs, mais avec du cœur*”?

« *CONSCIENCE
FAIT AINSI
APPARAÎTRE
L’ETAT COMME LE
PREMIER
INSTRUMENT DE
RESTRICTION DE
LA LIBERTÉ* »

Conscience fait ainsi

apparaître l’Etat comme le premier instrument de restriction de la Liberté à travers l’histoire: “*le gouvernement représente le pouvoir dans les mains de certains hommes pour contrôler et réguler la vie d’autres hommes*”. Néanmoins, Goldwater admet que les fonctions légitimes — et énumérées — du Gouvernement permettent un essor de la Liberté : maintenir la sécurité intérieure et extérieure, administrer la justice, lever les obstacles à l’échange libre de biens. Rappelant les mots fameux de Lord Acton — “*le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument*”—, Goldwater regrette la concentration du pouvoir dans les mains de quelques hommes et, pour se prémunir d’un tel danger, souhaite restituer le pouvoir au peuple:

“Je n’ai que peu d’intérêt à rendre le gouvernement plus efficace ou rationnel, je veux avant tout réduire sa

⁵⁵ Ronald Reagan, aussi, entra en politique en soutenant la candidature de Barry Goldwater.

⁵⁶ Certains ont suggéré que la paternité de l’ouvrage revenait davantage à Leo Brent Bozzell Jr., beau frère de William F. Buckley.

⁵⁷ Sénateur Thomas, cité par William F. Buckley Jr. in “Flying High”.

taille. Je ne propose pas de promouvoir l'Etat-providence, au contraire je propose d'étendre la liberté. Mon but n'est pas de faire passer des Lois mais de les abroger. Je ne souhaite pas inaugurer de nouveaux programmes mais annuler ceux qui violent notre Constitution ou qui ont été détournés de leur but initial ou qui imposent au peuple une charge financière injustifiée. Je ne tenterai pas de découvrir si une Loi est "nécessaire" avant d'avoir déterminé si elle est ou non constitutionnellement admissible. Et si je dois ensuite être attaqué pour avoir négligé "l'intérêt" de mes concitoyens, je répondrai que j'étais informé que leur premier intérêt est la Liberté et que je fais dans cette perspective du mieux que je peux".

Le droit des Etats fédérés

Ainsi, Goldwater construit sa pensée politique sur le constitutionnalisme et les droits des Etats fédérés, en vertu du X^{ème} amendement. La subsidiarité justifie ce refus de l'interventionnisme fédéral, postulant que les problèmes locaux seraient mieux gérés par le peuple qui est le plus directement concerné par ceux-ci.

On retrouve ainsi cette vision en matière d'éducation, alors que le sujet est, dans les années 60 et à l'heure du débat sur la mixité raciale, à l'origine d'un profond clivage politique. Il sera violemment critiqué à ce propos. L'auteur rappelle en effet que la

Constitution américaine n'accorde aucune prérogative à l'Etat fédéral en matière éducative. Celui-ci ne devrait pas enjoindre les Etats fédérés de maintenir des écoles mixtes racialement :

"Je crois qu'il est à la fois sage et juste pour les enfants noirs d'être scolarisés dans les mêmes écoles que les blancs (...) je ne suis néanmoins pas prêt d'imposer ce jugement subjectif au peuple du Mississippi ou de Caroline du Sud, ou de leur dire quelles méthodes devraient être adoptées (...) Ce sont leurs affaires, non les miennes. Je crois que le problème des relations raciales, comme tous les problèmes sociaux et culturels, sont mieux gérés par les personnes directement concernées. Le changement social et culturel, même désirable, ne doit pas être réalisé par les machines de la puissance nationale (...) toute autre méthode renforce les tyrans et menace la Liberté".

La Liberté des agriculteurs et du travail

La question de l'agriculture témoigne de l'idée que la croissance de l'Etat ne pourrait résoudre les problèmes sociaux. Résolument confiant envers la capacité d'adaptation de la société, il voit la technologie – l'industrialisation – comme un bienfait et plaide pour la fin immédiate des programmes de subventions:

“La production agricole, comme toute autre production, est bien mieux contrôlée par la réalisation naturelle du libre-marché (...) si certains considèrent que le prix de leur propre production n’est pas assez élevé, ils changeront d’activité. Il en résultera une production agricole moindre et des revenus plus élevés pour les autres agriculteurs. Si, toutefois, le Gouvernement interfère dans ce processus économique naturel, et bloque des prix plus élevés que ceux que le consommateur accepterait de payer (...) la Nation paiera des prix exorbitants pour un travail non demandé et pour des produits qui ne peuvent être consommés”.

Le pouvoir considérable des syndicats est perçu comme la cause d’une économie malade. Forçant en effet les employeurs à contracter en des termes qui incitent à l’inefficacité, ils réduisent la productivité et augmentent les prix. Aussi, exerçant une influence sur les politiques ou les administrateurs, ils corrompent la vie institutionnelle et compromettent la liberté de travailleurs, incapables de remettre en cause ces pratiques sans craindre de perdre leur emploi. Néanmoins, le syndicalisme apparaît dans *Conscience* comme l’expression de la liberté d’association, dont la fonction “naturelle” est la représentation des employés désireux de discuter les termes de leur emploi. Mais cette fonction est tronquée par la volonté des syndicats de revendiquer la représentation

de ceux ne souhaitant pas être représentés ou de négocier avec une industrie dans son ensemble et non avec des employeurs uniques. Barry Goldwater souhaiterait ainsi restaurer l’équilibre : reconnaître légalement la liberté de se syndiquer sans pour autant la rendre obligatoire — comme certains l’envisageaient.

Impôts, dépenses et Etat-providence

En matière de fiscalité, Goldwater réhabilite les principes moraux sous-jacents à l’impôt, contestant le pouvoir de la puissance publique qui, en fonction de ses besoins, détermine arbitrairement la richesse du peuple : *“l’Etat n’a pas un pouvoir de réclamation illimité sur les revenus des individus. Un des tous premiers principes du droit naturel est le droit d’un homme à la possession et à l’usage de sa propriété”.* Pourtant, il admet que le citoyen ait une obligation à contribuer aux fonctions légitimes du gouvernement. Dans son esprit, toute taxe contribuant à financer des interventions excédant les pouvoirs délégués à l’Etat fédéral excède le droit pour un gouvernement d’imposer ses citoyens. Par ailleurs, la progressivité de l’impôt, instrument susceptible de “punir la réussite”, est récusé, Goldwater répugnant en effet à rabaisser tout un chacun à un niveau égal. En outre, analysant les dépenses, l’auteur fait remarquer que chaque secteur revendiqué par l’Etat fédéral a vu son budget exploser. Afin de parvenir à la réduction des dépenses, il envisage un engagement légal de réduire annuellement de 10% le budget de chaque

secteur où l'intervention fédérale serait indésirable. Agir de la sorte — “émanciper” les individus en leur rendant à la fois leur liberté et leur dignité – serait par ailleurs le seul moyen pour toucher la croissance.

Si la menace marxiste n'apparaît plus comme le premier danger en politique intérieure, Goldwater voit en l'Etat providence une nouvelle forme de collectivisation: “ils ont saisi que la propriété privée pouvait être confisquée de manière aussi efficace par la taxation que par l'expropriation“. Plus aisément compatible avec les mécanismes d'une société démocratique, ce régime permettrait d'acheter des votes en promettant des retraites, des aides scolaires, des logements “gratuits”. Surtout, par l'Etat-providence, l'électeur en viendrait à abandonner auto-gouvernance [*self-government*], dignité et esprit d'initiative au Gouvernement. Celui-ci serait alors en mesure de définir les nécessités de l'existence des individus. Alors, à la volonté de la gauche de développer les obligations sociales, Goldwater oppose la force de la charité privée, relayée par des individus, des familles, des églises et des organisations caritatives.

La menace soviétique

La politique étrangère de Goldwater est intimement liée à sa politique intérieure, l'ensemble se montrant d'une cohérence rare en politique : “*Une vérité dérangeante demeure : nous pouvons établir les conditions locales pour maximiser la liberté (...) et devenir des esclaves. Nous le pourrions en*

étant défaits dans la guerre froide contre l'Union soviétique”. Alors que les soviétiques auraient aisément compris la nature profonde du conflit, l'Amérique n'aurait pas saisi le caractère subversif de la menace soviétique :

“Une puissance militaire qui rivalise avec la nôtre, un système politique et des capacités en propagande supérieures aux nôtres, une cinquième colonne qui conspire dans le cœur de nos défenses, une idéologie qui domine ses adhérents avec un sens d'une mission historique”.

Très critique à l'égard de la politique étrangère américaine, Goldwater va remettre en cause la théorie de “*l'estomac du communisme*” – l'injection d'argent dans les pays susceptibles de verser du côté soviétique, supposant que la prospérité ou davantage de nourriture les en empêcherait. Selon lui, l'idéologie politique d'un homme est en réalité pensée par des hommes cultivés – et bien nourris – et non déterminée ; des sommes d'argent ne pourraient ainsi que renforcer leurs objectifs, non faire changer leur idéologie politique. En outre, l'injection de capitaux ne fait qu'entretenir des économies planifiées, adversaires de la libre-entreprise et du libre-échange. Goldwater souhaite ainsi substituer cette aide interétatique par des investissements privés.

Sa défiance envers la puissance publique se retrouve face aux négociations et organisations internationales, qui conduisent l'Amérique à céder du terrain dans certains

domaines et permettent à l'URSS d'égaliser ses capacités nucléaires. Les Nations-Unies, qui accordent à l'URSS la possibilité de diffuser mensonges et manipulations à échelle internationale, menaceraient la souveraineté du peuple américain en prenant des décisions contraires à l'intérêt des Etats-Unis. Discernant l'impossibilité de contenir un adversaire dont l'action est intrinsèquement révolutionnaire, Goldwater prône une stratégie de puissance, basée sur une économie forte, une supériorité militaire, une aide ciblée aux seuls pays alliés, un encouragement matériel aux mouvements de libération derrière le rideau de fer et des opérations militaires contre les régimes communistes vulnérables.

La défaite de 1964

Conscience marqua l'essor de Goldwater. En 1960, se retirant des primaires républicaines au bénéfice de Nixon, Goldwater put devenir Président du comité de campagne sénatorial républicain et renforcer sa popularité auprès de la base militante, qui fut en mesure de l'élire trois ans plus tard, face à Rockefeller. Ces primaires s'avérèrent d'une grande brutalité, expliquant en partie la défaite de 1964, où il n'obtint que 38,4% du vote populaire. Bien qu'il fut accusé par ses adversaires de tous bords d'extrémisme, de racisme — d'être proche du Ku Klux Klan — et de vouloir mener les Etats-Unis à un conflit nucléaire avec l'Union soviétique — pour avoir déclaré en 1963 que l'arme atomique était « *simplement une nouvelle arme* » —, la campagne de Goldwater fut néanmoins, par sa

remise en cause radicale du chemin emprunté par l'Amérique depuis plusieurs décennies, un des instants fondateurs du conservatisme moderne.

Se retirant de la vie politique au lendemain de sa défaite, il fut de nouveau élu en 1968 et amené sur le devant de la scène lors de la crise du Watergate, en conseillant à Nixon de démissionner. En 1986, nommé Président des Comités sénatoriaux pour les services armés et le renseignement par Ronald Reagan, il fit voter à l'unanimité l'acte de réorganisation du département de la Défense.

Goldwater face à la droite religieuse

Plusieurs polémiques marquèrent la fin de la carrière. La fin de sa carrière fut marquée par plusieurs polémiques. Dès les années 80, Barry Goldwater fut très critique devant l'essor de la droite religieuse⁵⁸. Partisan d'un conservatisme libertarien, il déclara, en 1981 lors d'un discours au Congrès, que:

« Les factions religieuses qui grandissent à travers le pays n'utilisent pas leur influence religieuse avec sagesse (...) Je les préviens aujourd'hui : je les combattrai à chaque pas s'ils essaient de dicter leurs convictions morales à tous les Américains au nom du conservatisme »⁵⁹.

⁵⁸ Ce phénomène devint particulièrement apparent avec les « Reagan Democrats » : Ronald Reagan parvint en effet à attirer l'électorat du Sud des Etats-Unis, conservateur socialement mais partisan d'un Etat interventionniste.

⁵⁹ Enregistrement du Congrès, 16 septembre 1981.

Aussi se prononça t-il en faveur de l'avortement et, par ailleurs, du droit des homosexuels à servir dans l'armée et devint Président d'honneur du comité de préparation d'une loi fédérale prévenant les discriminations à l'encontre des homosexuels sur le marché du travail. Son systématisme individualiste peut ainsi être résumé par ces quelques mots écrits en 1994 dans une chronique pour le *Washington Post* :

« Je suis un républicain conservateur, je crois en la démocratie et en la séparation entre l'Eglise et l'Etat. Le mouvement conservateur est fondé sur le simple principe que les individus ont le droit de vivre leur vie comme ils

l'entendent aussi longtemps qu'ils ne blessent pas quelqu'un d'autre ».

Bien que certaines de ses dernières positions aient pu détonner dans le paysage conservateur américain, elles peuvent révéler l'extrême diversité de celui-ci. Et c'est ce problème peu malléable que Ronald Reagan dut affronter afin d'apporter le succès électoral à un mouvement qui était jusque-là à la recherche d'une politique.

Par Edouard Chanot. Article publié sur lebulletindamerique.com en février 2011 et revu pour l'occasion.

FRIEDRICH HAYEK. L'ORDRE SPONTANÉ



PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE EN 1974, FRIEDRICH AUGUST VON HAYEK (1899-1992) FUT L'UN DES PRINCIPAUX OPPOSANTS AU SOCIALISME ET AU DIRIGISME ÉCONOMIQUE.

Lauréat 1974 du prix Nobel d'économie, Friedrich A. Von Hayek compte parmi les intellectuels les plus influents du XX^{ème} siècle. Au croisement de la science économique, de la sociologie et de la philosophie politique, Hayek ne cessa de consacrer ses recherches à l'idée d'une société libre. Bien qu'il ait sans doute exercé sa plus profonde influence sur le mouvement conservateur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, celui-ci se définissait lui-même comme un libéral classique. Pourtant, nombreux sont ceux qui perçoivent son œuvre comme ayant été l'influence prédominante de la révolution reaganienne, de l'administration Thatcher et du mouvement ayant marqué les dernières décennies et conduit vers une évolution de

l'opinion en faveur de l'économie de libre-marché et de la globalisation. Hayek fut reçu en 1984 dans l'ordre britannique des Compagnons d'honneur et décoré en 1991 de la Médaille américaine de la Liberté.

Sa carrière, multidisciplinaire, était vouée à l'étude de ce qu'il vint à nommer « l'ordre spontané », c'est-à-dire une institution, conséquence économique ou norme qui sert une finalité sociale sans pour autant avoir été planifiée intentionnellement par un groupe d'individus. Selon les termes employés par le philosophe écossais Adam Ferguson, l'ordre spontané économique et social est « le produit de l'action humaine mais non des dessins humains ». Admirateur des philosophes des lumières écossaises – comme David Hume

et Adam Smith, – Hayek critiqua durant sa carrière l'idée de « constructivisme rationnel » de la puissance publique. A ses yeux, les sociétés ont la capacité de définir des lois et des institutions spontanément, qui contiennent et reflètent l'expérience et la compréhension des générations passées. Les partisans d'un Etat démesuré et du socialisme planificateur centralisé commettent, en tentant de détruire ces ordres traditionnels afin de les remplacer par des ordres « rationnels, » ce que Hayek appela « la présomption fatale » [*« the fatal conceit »*] : le savoir le plus important qui nous est donné afin de permettre à une société de fonctionner n'est pas accordé à un esprit en particulier ; il s'avère distribué à des millions d'acteurs et se développe au fil du temps. A ses yeux, les planificateurs d'économies ou de sociétés, à la fois centralisateurs et rationalistes, étaient condamnés à échouer. En effet, aucun groupe ne serait en mesure de rassembler, développer ou même confronter l'information d'une société entière, puisque celle-ci serait par nature personnelle et dispersée – sans compter les coutumes et les institutions reçues des générations passées.

Ces arguments ressemblent, de manière frappante, à ceux du courant traditionaliste du conservatisme, incarné par

« À SES YEUX, LES
PLANIFICATEURS
D'ÉCONOMIES OU
DE SOCIÉTÉS, À LA
FOIS
CENTRALISATEURS
ET RATIONALISTES,
ÉTAIENT
CONDAMNÉS À
ÉCHOUER »

Edmund Burke. Le conservatisme de ce dernier était fondé sur une suspicion de « l'instinct de nivellement » qui domina la pensée des Lumières durant le XVIII^{ème} siècle. Cette tendance parmi des planificateurs sociaux en puissance menaça alors d'éradiquer les institutions traditionnelles, telles que la constitution britannique de la « Common Law, » qui, selon Burke, contenait l'expérience et les intuitions des générations antérieures. Cependant, Hayek refusa d'être qualifié de

conservateur. Parce que les interventions de la puissance publique sont presque invariablement des substituts rationalistes à l'ordre spontané développé naturellement par une tradition et une interaction sociale complexe, Hayek favorisa un Etat strictement limité, que cela soit dans les sphères économique et morale. Ses perspectives politiques étaient indéniablement libérales classiques – la seule forme de gouvernement qui, croyait-il, permettait à une société de contenir et d'utiliser l'expérience collective, le savoir particulier, et l'héritage traditionnel de son peuple.

Hayek est né en Autriche en 1899, dans une famille d'intellectuels. Il commença par étudier la biologie – une discipline qui imprégna profondément la compréhension évolutive présente dans l'œuvre hayekienne.

Plus tard, à l'université de Vienne, Hayek se spécialisa en économie, et étudia sous la direction de Friedrich Weiser. Il devint fonctionnaire dans le gouvernement autrichien dans les années 20 puis directeur de l'institut de recherche sur les cycles économiques, à Vienne. Durant cette période, il fut profondément influencé par le travail réalisé par l'économiste autrichien Ludwig von Mises. Les écrits de ce dernier sur l'impossibilité de la planification centralisée l'éloignèrent du socialisme fabien de sa jeunesse.

Hayek parvint à se distinguer en élucidant et en élaborant, avec Mises, la théorie autrichienne des cycles économiques (de 1931 à 1933). Ils soutinrent que ces cycles étaient causés non pas par des problèmes structurels inhérents à l'économie du laissez-faire⁶⁰ mais plutôt par une expansion du crédit initié par les banques centrales. A travers ce travail et sur celui portant sur la théorie du capital, Hayek devint un économiste remarqué et fut finalement nommé au sein de la prestigieuse *London School of Economics*. Dans les années 30, sa théorie des cycles devint la principale rivale des théories interventionnistes développées par l'économiste de Cambridge John Maynard Keynes, qui enseignait que les cycles économiques étaient le résultat de failles inhérentes aux économies capitalistes.

Hayek s'engagea à son tour dans le débat devenu fameux sur les calculs socialistes, développant alors de nouveau le

travail de son mentor, Mises. Il soutint que le socialisme était condamné à échouer parce que les planificateurs centraliseurs seraient dans l'incapacité d'obtenir les informations économiques les plus essentielles. Celles-ci seraient dispersées parmi tous les participants d'une économie donnée et en évolution perpétuelle. Cette intuition – que la question première de l'économie portait sur la transformation du savoir – était alors sur le point de devenir le fondement de son travail à venir en philosophie politique et en théorie sociale.

Le climat intellectuel général de l'opinion – incluant l'opinion scientifique, – demeura peu réceptif aux critiques hayékiennes du keynésianisme ou du socialisme, quand elles furent pour la première fois développées dans les années 30 et 40. Ironiquement, c'est lorsque son influence déclina au sein de la communauté des économistes qu'elle atteignit des sommets inattendus au sein de l'opinion publique. En 1944, il publia *La route de la servitude*, un ouvrage largement lu aux Etats-Unis et distribué par *Reader's Digest*⁶¹. Dans ce livre, Hayek argumenta que les Etats interventionnistes tendaient naturellement vers l'autoritarisme et même vers la dictature. Son principal argument était que le socialisme – qui trouvait une audience de plus en plus large parmi les classes aisées – partageait les mêmes caractéristiques essentielles que le fascisme – que l'Occident venait tout juste de combattre durant un conflit long et sanglant. Au-delà de

⁶⁰ N.d.T : en Français dans le texte.

⁶¹ N.d.T. : l'un des magazines généralistes les plus vendus aux Etats-Unis.

ses recherches, Hayek œuvra inlassablement à réunir les principaux intellectuels libéraux classiques afin de revivifier le mouvement mondial en faveur d'une société d'individus libres et responsables. En 1946, il fonda la Société du Mont Pèlerin, qui exerça une influence considérable sur le développement de la politique économique durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, comptant parmi ses membres les prix nobels d'économie Milton Friedman, George Stigler, Ronald Coase, Gary Becker et James Buchanan.

En 1950, Hayek immigra aux Etats-Unis pour enseigner au sein du *Committee for Social Thought* de l'Université de Chicago. En 1963, il revint en Europe, à l'université de Fribourg, puis en 1968 à l'université de Salzburg. Hayek poursuivit, dans ces trois institutions, ses travaux universitaires dans des domaines dépassant l'économie. Entre autres, il publia en 1952 *L'ordre sensoriel*, une étude de psychologie et de philosophie de l'esprit qui

eut une influence certaine en psychologie évolutive, et *Scientisme et sciences sociales*, dans le domaine de la philosophie des sciences. Son traité politique, *La Constitution de la liberté* parut en 1960, et sa principale étude juridique, *Droit, législation et liberté* entre 1973 et 1979. En 1988, il publia un condensé de son œuvre, *La présomption fatale* (« *The Fatal Conceit* »), qui expose sa compréhension de la tradition, de l'évolution des sociétés humaines et les erreurs des « socialistes de tous partis ».

Hayek décéda le 23 mars 1992, à l'âge de 92 ans.

Par Peter Boettke et Ryan Oprea, in « American Conservatism. An Encyclopedia », ISI Books, 2006, pages 374-377, traduit et reproduit avec l'aimable autorisation de l'Intercollegiate Studies Institute.

RUSSELL KIRK. LA CONSCIENCE D'UN CONSERVATEUR



POUR AVOIR DÉFINI LE CONSERVATISME AMÉRICAIN, RUSSELL KIRK (1918-1994) DEMEURE L'UN DES INTELLECTUELS LES PLUS INFLUENTS OUTRE-ATLANTIQUE.

Professeur à l'Université du Michigan, historien, biographe littéraire et politique, romancier à succès, critique social et essayiste, défenseur de la liberté académique, conseiller des présidents et des candidats à la présidentielle, catholique, stoïcien, Kirk fut peut être le penseur du conservatisme traditionnaliste le plus important du XXe siècle.

Au cours de ses 43 années de carrière d'écriture, il a abordé de nombreux sujets, et il a reçu l'amitié de personnalités célèbres : les romanciers Flannery O'Connor et Ray Bradbury, le prix Nobel de littérature 1948 T.S. Eliot et le président Ronald Reagan. Il a été surnommé, entre autres, « le Cicéron

américain », le « Sage de Mecosta », ou encore le « Sorcier de Mecosta » – du nom de sa ville natale dans le Michigan.

Disciple des britanniques Edmund Burke et John Henry Newman, ami de l'économiste allemand « ordolibéral » Wilhelm Röpke⁶², il fut le fondateur de la revue *Modern Age* et publia en 1953 un livre devenu référence pour tous les conservateurs américains : *The Conservative Mind, from Burke to Eliott*, ouvrage quelquefois considéré comme le point de départ du mouvement conservateur contemporain – deux ans avant la création de *National Review*. Kirk contribua

⁶² L'économiste allemand Wilhelm Röpke (1899-1966) fut l'un des pères de l'« économie sociale de marché ». Il succéda à F.A. Hayek à la tête de la Société du Mont-Pèlerin.

pendant vingt-cinq ans à cette revue fondée par William Buckley, qui deviendra la tribune privilégiée des conservateurs, toutes tendances confondues. Une polémique célèbre l’opposa d’ailleurs au rédacteur en chef Frank Meyer⁶³, puis aux libertariens, sur la question de l’individualisme.

Kirk défendait en effet un point de vue communautariste, rejetant ce qu’il nommait « atomisme social », tandis que Meyer plaidait pour une alliance de la liberté individuelle et de la vertu, l’une étant indissociable de l’autre. En 1964 il contribue toutefois au lancement de la campagne de Barry Goldwater.

Proche de l’*Heritage Foundation*, il y a prononcé plus de cinquante conférences dans les dix dernières années de sa vie. Très critique de la guerre du Vietnam dans les années 1960 et de la guerre du Golfe en 1991, il jugeait par ailleurs très sévèrement les libertariens pour leur agnosticisme religieux ainsi que les néoconservateurs pour leur « impérialisme démocratique ».

Le conservatisme de Russell Kirk – comme le traditionalisme en général – est marqué par un certain pessimisme anthropologique et culturel, s’opposant à l’utopie de la perfectibilité indéfinie de l’homme et au culte de la raison. Enfin, il est sensible à l’idée d’un déclin de la civilisation

⁶³ Frank S. Meyer (1909-1972) est notamment connu pour la théorie du « fusionnisme » conservateur.

et aux conséquences sociales du rejet de l’ordre naturel.

La primauté du spirituel caractérise, selon lui, l’esprit conservateur. Dans son livre *The Conservative Mind, from Burke to Eliot*,

« [KIRK] PUBLIA EN 1953 UN LIVRE DEVENU RÉFÉRENCE POUR TOUS LES CONSERVATEURS AMÉRICAINS : *THE CONSERVATIVE MIND, FROM BURKE TO ELIOTT* »

Kirk rappelle à ses lecteurs que les problèmes politiques sont fondamentalement des « problèmes religieux et moraux » et que, pour se ressourcer, une société a besoin de puiser au-delà du politique et de l’économique. Pour autant, cette primauté du spirituel n’est pas du moralisme, elle peut s’incarner dans le politique et l’économique. Mais il n’y a pas de politique sans un principe

spirituel qui la fonde.

Le mouvement intellectuel conservateur en Amérique n’est pas un mouvement monolithique. Et Kirk lui-même a évolué dans sa pensée au fur et à mesure de ses recherches. Il n’était pas un idéologue politique et a toujours déploré les tentatives visant à remplacer la recherche ouverte de la vérité par des dogmes idéologiques. Pour cette raison, ses livres et essais ne contiennent pas de plates-formes politiques ou de plans sur la façon dont le pouvoir politique peut résoudre les problèmes sociaux. Son conservatisme apparaît moins comme une idéologie que comme une doctrine, ou un ensemble de principes prudents acquis par l’expérience et

la sagesse des générations. « *Le conservateur, disait-il, est une personne qui essaye de conserver le meilleur de nos traditions et de nos institutions, et de concilier cela avec une réforme nécessaire de temps en temps.* »

Les principes conservateurs de Russell Kirk

Les principes conservateurs, selon Kirk, sont des principes de civilisation, ancrés dans l'Histoire. Dans son *Program for Conservatives*, il en identifie deux piliers : l'État de droit et un ordre moral transcendantal. L'État doit être fort dans ses tâches régaliennes mais accomplissant pour le reste une « cure d'humilité ». Les conservateurs luttent contre toute forme de collectivisme, défendent les corps intermédiaires et la subsidiarité. Par ailleurs, devant la « *crise morale issue de l'orientation scientiste et matérialiste de la fin du Moyen Age* », ils tâchent de réhabiliter la loi naturelle, socle de la civilisation chrétienne.

Dans *The American Cause* (1957), il expliqua comment les Pères Fondateurs avaient essayé de créer un gouvernement fondé

sur trois corps de principes : éthiques, politiques et économiques. La croyance en Dieu et le respect de la loi naturelle sont les principes éthiques. La justice, l'ordre et la liberté sont les principes politiques. Enfin le libre marché et la libre entreprise sont les principes économiques. Le libre marché est le système économique le mieux adapté à la nature humaine c'est-à-dire aux exigences de la justice, de l'ordre et de la liberté. Un système de libre marché concurrentiel favorise la justice – « à chacun le sien » — en permettant aux individus de promouvoir leurs talents et leur travail. Il favorise l'ordre parce qu'il permet à chacun de servir ses intérêts et ses ambitions. Enfin, le libre marché favorise la liberté parce qu'il est fondé sur des choix librement consentis. Là où la liberté économique est érodée, la liberté morale et politique commence à disparaître.

Par Damien Theillier, Président de l'Institut Coppel. Article adapté d'un entretien publié sur lebulletindamerique.com le 19 mai 2011.

IRVING KRISTOL. GUERRE CULTURELLE & ANTICOMMUNISME



CONSIDÉRÉ AUJOURD'HUI COMME LE « PARRAIN DU NÉOCONSERVATISME », LE JOURNALISTE ET ESSAYISTE IRVING KRISTOL (1920-2009) FUT, ENTRE AUTRES, LE FONDATEUR DES REVUES *THE PUBLIC INTEREST* ET *THE NATIONAL INTEREST*.

Aujourd'hui considéré comme le « parrain du néoconservatisme », Irving Kristol fut sans conteste l'un des intellectuels les plus influents de sa génération. Issu d'une gauche radicale et anti-staliniste, il évolua peu à peu vers le conservatisme, jusqu'à déclarer : « un néoconservateur est un *liberal* agressé par la réalité ». Journaliste pour la revue *Commentary* entre 1947 et 1952, fondateur avec le poète Stephen Spender de la revue *Encounter* en Grande-Bretagne en 1953, il devint vice-président de la maison d'édition *Basic Books* de 1961 à 1969, avant de créer les revues *The Public Interest* en 1965 avec Daniel Bell et Nathan Glazer et *The National Interest* en 1985. Par ailleurs proche de l'*American Enterprise Institute*, il enseigna à l'Université de New-York entre 1969 et 1987.

Une jeunesse new-yorkaise et trotskyste

Né à Brooklyn, fils d'immigrés juifs originaires d'Europe de l'Est, Kristol entra en 1937 au *City College* de New-York, un établissement réputé pour son atmosphère politique bouillonnante. C'est dans l'alcôve 1 de la salle à manger, celle des étudiants trotskystes, que Kristol pu débattre quotidiennement, étudier Marx, Engels, Boukharine ou Luxembourg et s'emporter sur le sens ultime de la révolution soviétique. « *Je voulais être un radical. En 1936-37, que pouviez-vous être d'autre ? Alors je décidais de me joindre aux Trotskystes. Il ne devait pas y en avoir plus de douze* »⁶⁴ rapporta-t-il plus tard. C'est dans cet établissement qu'il se lia

⁶⁴ In Joseph Dorman – *Arguing the World*, p. 44, Free Press, 2000.

d'amitié avec Nathan Glazer, Daniel Bell et qu'il rencontra son épouse, Gertrude Himmelfarb. La lecture de la revue *Partisan* – et particulièrement des essais de Lionel Trilling ou de George Orwell – fut d'un apport considérable pour son développement personnel : « *Nous ne faisons pas que dénoncer le monde bourgeois ou le capitalisme (...) Tenter de définir notre propre radicalisme était bien plus intéressant. Particulièrement, il y avait une interrogation absolue : existait-il quelque chose dans le Marxisme et le Léninisme conduisant au Stalinisme ? Cette question qui nous tracassait tous fut le prélude de notre politique à venir* »⁶⁵.

Mais Kristol s'éloigna rapidement de ses opinions de jeunesse. Il débuta sa carrière dans la revue juive *Commentary*, y exprimant peu à peu son anticommunisme. En 1952, dans un article qui fut selon lui « le plus controversé de sa carrière » mais qui l'imposa comme chroniqueur politique, il qualifia le Sénateur McCarthy de « vulgaire démagogue », tout en récusant la posture des dirigeants *liberals*, qui soutenaient aveuglément le régime nord-coréen et les libertés civiles des militants communistes américains. Kristol soutint que ceux-ci n'avaient aucun droit à être employés par le gouvernement fédéral.

The Public Interest : la révolte néoconservatrice

Après un séjour en Grande-Bretagne, Kristol se rapprocha peu à peu du conservatisme. Ainsi, alors que le Président Lyndon B. Johnson initiait de multiples programmes sociaux, dans le cadre de sa « guerre contre la pauvreté », Kristol, Bell et Glazer créèrent en 1965 *The Public Interest*, afin d'examiner les conséquences de ces politiques. S'il se considérait toujours comme un *liberal*, Kristol eut là l'ambition de

développer une vision réaliste de la politique sociale⁶⁶. Ainsi, la revue fit preuve d'un grand scepticisme devant les ambitions de l'Etat providence : « *La question est : comment pourrez vous tirer les gens de la pauvreté ? Comment diminuez-vous le taux de*

« KRISTOL, BELL ET
GLAZER CRÉÈRENT EN
1965 *THE PUBLIC
INTEREST*, AFIN
D'EXAMINER LES
CONSÉQUENCES DE CES
POLITIQUES [SOCIALES] »

criminalité ? Comment pouvez-vous améliorer la qualité de vie ? Qu'entendez-vous par qualité de vie ? ». ⁶⁷ Cependant, Kristol – et les néoconservateurs dans leur ensemble – restera attaché à l'Etat providence : « *il existait un parti à droite avec un ethos individualiste radical qui s'opposait à l'idée même d'Etat providence. Enfant de la grande dépression, je trouvais cette attitude grotesque* ».

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ In Joseph Dorman – *Arguing the World*, p. 158, Free Press, 2000

⁶⁷ Ibid

Cette approche, novatrice, ne manqua pas d'influencer le conservatisme. Ainsi, selon William Buckley : « *Je pense qu'il y a une infusion d'énergie à droite (...) les Néocons apprirent aux conservateurs – ils m'ont certainement appris – à organiser les statistiques sociales, qui ne m'étaient pas familières* ». Alors que le message conservateur était moral, celui des néoconservateurs dévoilait une approche pragmatique et nourrissait une méfiance à l'endroit des conservateurs. Ainsi Kristol écrivit-il en 1995 au sujet de la revue de Buckley : « *j'étais certainement vulnérable à certains aspects du message conservateur (...) j'aurais accepté l'apparence d'un magazine conservateur qui serait réfléchi (dans la tradition de Burke et de Tocqueville) (...) [mais] la National Review était agressive et même vulgaire dans ses polémiques* ».

Pourtant, la question de la discrimination positive sur critères ethniques ou raciaux le poussa davantage encore vers le conservatisme. Evoquant le mouvement des droits civiques, Kristol déclara : « *Au début, nous n'y étions pas hostiles (...) Quand une politique de quotas fut envisagée, quand soudainement il fut dicté aux universités d'accepter plus d'étudiants noirs (...) dans tel département d'études classiques ou dans tel autre département, je me suis dit que ce n'était pas la façon par laquelle nous voulions que notre système éducatif fonctionne* ». Profondément conscient des phénomènes idéologiques, il dévoila la contre-culture qui menaçait, dans les années soixante, les

fondements de l'Amérique : « *Personne (...) ne peut douter, en comparaison avec l'Europe, que l'Amérique avait une homogénéité idéologique remarquable* », centrée autour du processus démocratique⁶⁸. La réalité sociale et politique ne manqua pas de le marquer : « *le crime devint un problème, les drogues devinrent un problème. Je me trouvais, sans réellement me déplacer, plus conservateur et moins libéral. Je commençais à voir que non seulement les réponses de la gauche libérale mais aussi celles plus officielles étaient inadaptées et étaient inadaptées depuis toujours* ». Ainsi s'enregistra-t-il comme Républicain en 1972, alors que le parti démocrate se radicalisait et que le G.O.P. tempérait ses ardeurs après la défaite de Barry Goldwater : « *Après tout (...) bon nombre des membres du cabinet [Nixon] ou des sous-cabinets que j'ai pu rencontrer étaient des gens très raisonnables et intelligents* ». Kristol se sépara alors de quelques-uns de ses amis.

C'est en 1973, dans la revue *Dissent*, que le progressiste Michael Harrington qualifia pour la première fois de « néoconservateurs » ceux qui avaient commencé à se détacher du *liberalism*. Pourtant critiqué, Kristol accepta cette nouvelle dénomination. Les néoconservateurs firent alors face aux défis de leur temps, du déclin de la religion à l'émergence de l'art contemporain, en passant par l'éducation de masse à l'origine de « la culture de nos masses urbanisées ». Il perçut l'émergence de la *New Left* et d'une nouvelle

⁶⁸ « *Americans Historians and the Democratic Idea* » in *The American Scholar*, Vol. 39, n°1 (hiver 1969-1970)

génération. Constatant qu'un fossé générationnel était inhérent à toute société dynamique, il ne put s'empêcher d'écrire que « [les nouvelles générations] ne vivent pas dans un monde différent, ils vivent dans un anti-monde ».

Le Néoconservatisme, l'ambition d'une alternative

Dans ce rapport de force, Irving Kristol va tenter de réfuter l'idéologie de la non-idéologie : à ses yeux, ceux qui plaident pour une approche pragmatique et non idéologique des politiques publiques ne font bien souvent que « ratifier les vues de la gauche modérée, perçues comme un nouveau consensus et une orthodoxie »⁶⁹. Arguant pour la force des idées, il déclare que, « dans le monde moderne, des politiques non idéologiques sont des politiques désarmées »⁷⁰. Lorsqu'il publie *Reflections* en 1983, Kristol a conscience de la force du néoconservatisme : « [celui-ci] a une forme de conscience de lui-même et d'assurance idéologique (...) et même d'une ambition idéologique qui avait alors été jusqu'à présent perçue comme la propriété légitime (et en effet exclusive) de la gauche ». Cette même ambition, profondément enracinée dans la lutte idéologique, lui sera reprochée par ses amis. Lui, estima que la tâche que s'était imposé à lui-même le Néoconservatisme était d'« expliquer au peuple américain pourquoi il

⁶⁹ Irving Kristol *Reflections of a Neoconservative. Looking back, looking ahead*. 1983, Basic Books, 336 pages.

⁷⁰ Ibid.

« L'ENNEMI DU
CAPITALISME
LIBÉRAL
AUJOURD'HUI
N'EST PAS TANT
LE SOCIALISME
QUE LE
NIHILISME »

a raison et aux intellectuels pourquoi ils ont tort ».

Naturellement, le néoconservatisme apparaît comme un syncrétisme : « De M. Friedman, il a appris à apprécier les vertus d'une économie de marché, engin de croissance économique. De F. Hayek, il a appris à apprécier la vérité

importante que les institutions sociales sont le produit de l'action humaine mais rarement des desseins humains. Des conservateurs culturels et du philosophe politique Léo Strauss, il a appris à apprécier la signification des traditions morales et philosophiques précapitalistes ». Plus personnellement, il admet dans « *An Autobiographical Memoir* » avoir été le plus fortement marqué par Lionnel Trilling dans les années 40 et par Léo Strauss la décennie suivante – notamment par l'intermédiaire de Martin Diamond.

Deux hurrahs – seulement – pour le capitalisme

S'il reconnaît la capacité du capitalisme à assurer le développement continu des conditions matérielles – il soutiendra les politiques économiques Reaganiennes de l'offre – et qu'il n'aura de cesse de répéter que les alternatives au capitalisme ne sont que pauvreté, tyrannie et utopismes, Kristol reprocha aux défenseurs de la « société libre » ses errements⁷¹ durant un

⁷¹ « *Capitalism, Socialism and nihilism* », in *The Public Interest*, Printemps 1973.

discours prononcé en 1972 lors du 25^{ème} anniversaire de la société du Mont-Pèlerin.

Saluant l'œuvre intellectuelle de Friedman et Hayek, qui permit de dévoiler la perversité de l'action de l'Etat et de discréditer l'idée même de planification centralisée, il en vint toutefois à regretter que l'économie contemporaine, voulue comme une science libre de tout jugement de valeur, restait basée sur des présuppositions morales propres à la modernité. Il tenta ainsi de pointer une nouvelle menace : « *l'ennemi du*

capitalisme libéral aujourd'hui n'est pas tant le socialisme que le nihilisme. Seul le capitalisme libéral ne voit pas le nihilisme comme un ennemi, mais plutôt comme une autre opportunité d'affaires splendide ». Les capitalistes promouvraient l'éthos de la *New Left* pour une simple raison. Celle des affaires.

La culture apparaît cruciale dans la pensée politique de Kristol. Faisant remarquer que l'ancien socialisme – celui de Marx et Engels – fut défait sur le terrain qu'il avait choisi, celui de l'économie, la *New Left* choisissait un autre terrain pour détruire la société libérale. Rejetant implicitement la conception libérale d'un Bien commun qui serait la somme des volontés individuelles, celle-ci rejeterait les présuppositions de la Modernité et, de proche en proche, à la fois les idées de la bourgeoisie libérale et de l'*Old Left*

– une planification centralisée afin d'aboutir à la liberté.

« KRISTOL OPPOSA
AINSI LA
TRADITION
BOURGEOISE ET
PROTESTANTE,
CAPABLE
D'ENCOURAGER
LES VERTUS, À UNE
VISION PLUS
LIBERTARIENNE
DU CAPITALISME »

Et Kristol de reprocher l'œuvre autodestructrice des partisans du capitalisme qui penseraient, depuis Mandeville, que les vices privés créeraient le bien public : « *Cette possibilité ne peut s'avérer vraie que si nous sommes persuadés que ces vices privés, exercés librement, sont dans l'impossibilité de corrompre l'âme humaine* ».

Kristol opposa ainsi la tradition bourgeoise et protestante, capable d'encourager les vertus, à une vision plus libertarienne du capitalisme, percevant que le destin politique dépend davantage de la vie culturelle et spirituelle que des politiques fiscales ou de réglementation. Il exprima ses craintes devant la dissolution du capital moral, pensant que l'affaiblissement de l'esprit de religion ne pouvait que réduire la légitimité de la société bourgeoise.

Ainsi, pourtant inscrit dans une tradition moderne, Kristol ne rejetait pas une approche plus classique : « *la religion démocratique est maintenant tellement solide que mentionner l'idée d'un « peuple corrompu », idée commune dans la philosophie politique des Anciens, est prise comme une évidence d'un penchant anti-démocratique méprisable. « Les Américains ne sont pas un peuple corrompu mais cela m'inquiète qu'ils soient si ordinairement*

libérés d'un tel doute face à cette possibilité ». Fin lecteur de Tocqueville, Kristol comprenait que les meilleurs amis de la Démocratie n'étaient pas ses flatteurs.

Réalisme, néoconservatisme et politique étrangère

Le néoconservatisme, à ses origines, n'accordait que peu d'attention à la politique étrangère. Il fallut attendre les années 70 pour que les « Scoop Jackson Democrats », partisans de la promotion des droits de l'homme et la démocratie, modifient l'inclinaison générale de ce mouvement. Toutefois, Kristol demeura, comme le fait remarquer Justin Vaïsse, un « réaliste classique »⁷². Ainsi plaida-t-il avec force pour une politique musclée face à l'Union soviétique et critiqua avec véhémence les Nations Unies, qui détournent ou ralentissent la politique étrangère américaine et « *provoquent, non le consensus mais une extension, une exacerbation et une polarisation conflictuelles* » tout en regrettant les « illusions » guidant l'Amérique dans ses relations avec le tiers-monde, refusant les concessions incessantes à leurs doléances, ou la disparition de l'intérêt national comme juste mesure de l'action étrangère de l'Amérique.

En définitive, comme a pu l'envisager Eric Cohen, l'œuvre d'Irving Kristol apparaît ainsi, « *toute orientée vers le réalisme moral* ». Instigateur d'un mouvement qui parvint à marquer durablement la politique américaine,

il œuvra « *contre l'utopie socialiste offrant un paradis économique sur terre ; contre une contreculture promettant une vie sans péché et une vision libertine sans conséquences ; un humanisme séculier promettant la liberté morale et un ordre social apaisé sans le besoin ou les conseils de la tradition religieuse ; l'isolationnisme promettant une liberté loin de toute liaison avec le monde et une techno-utopie promettant la perfection de l'homme par un contrôle de la nature et de la nature de l'Homme* »⁷³.

Par Edouard Chanut.

⁷² Justin Vaïsse, "Was Irving Kristol a Neoconservative?" – ForeignPolicy.com, 23 septembre 2009.

⁷³ Eric Cohen, *The moral realism of Irving Kristol*, *National Affairs*, number 2, Winter 2010, pp. 130-140

RONALD REAGAN : LE REVOLUTIONNAIRE



QUARANTIÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS, RONALD WILSON REAGAN (1911-2004) SUT REMETTRE LES ÉTATS-UNIS D'APLOMB APRÈS LES DEBOIRES DE L'ADMINISTRATION CARTER.

Le 6 février 2011, Ronald Reagan aurait eu 100 ans. Souvent méprisé, le quarantième Président des États-Unis laisse un souvenir contrasté dans la mémoire de nos contemporains ; de nombreux a priori réducteurs empêchent de saisir ses apports politiques. Pourtant, élu triomphalement en 1980 puis réélu en 1984 – dans 49 des 50 états, – il mériterait aujourd'hui mieux que les quolibets dont il est souvent victime. Ayant contribué à abattre le totalitarisme soviétique, tâché de libérer l'économie américaine de ses lourdeurs, réaffirmé la prééminence de la société civile sur la bureaucratie gouvernementale, il est l'une des figures politiques centrales de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Ronald Wilson Reagan est né le 6 février 1911 à Tampico, dans l'Illinois, d'un père d'origine irlandaise et catholique et d'une mère protestante. Ronald Reagan choisira la religion de celle-ci. Diplômé en 1932 de l'Eureka College en économie et sociologie, il devint commentateur de matchs de baseball puis, à la fin des années trente, débuta sa carrière d'acteur par des seconds rôles à Hollywood. Dans les années cinquante, après avoir épousé Nancy Reagan en secondes noces, il devint producteur et président du syndicat des acteurs. C'est cette activité qui l'amènera peu à peu vers la politique : opposé à l'interdiction du parti communiste américain, il fit toutefois le choix de s'aligner sur les

décisions du sénateur Joseph McCarthy et de coopérer avec la commission parlementaire sur l'influence communiste à Hollywood.

Admirateur du candidat Barry Goldwater, il prononça en 1964 un discours annonciateur :

« Soit nous croyons en notre capacité d'auto-gouvernement, soit nous abandonnons la révolution américaine et nous admettons qu'une élite intellectuelle peut, dans une capitale lointaine, planifier notre vie pour nous mieux que nous-mêmes.

(...) Les Pères Fondateurs savaient qu'un gouvernement ne peut pas contrôler l'économie sans contrôler les gens. Et ils savaient que lorsqu'un gouvernement se propose de faire cela, il doit user de la force et de la coercition pour arriver à ses fins. Donc nous sommes arrivés au temps du choix. »

Reagan parvint à lever 1 million de dollars pour la campagne de Goldwater, se faisant ainsi remarquer par des cadres du parti républicain, qui l'incitèrent alors à entrer en politique⁷⁴. Il est ensuite élu gouverneur de Californie en 1966 et s'engagea à remettre « les chômeurs patentés au travail » et à « nettoyer l'Université de Berkeley » –

renvoyant le Président de l'Université, il appela la Garde nationale pour mettre un terme aux manifestations étudiantes.

Candidat malheureux aux primaires républicaines en 1968 et 1976, il fut finalement nommé en 1980, avant de défaire Jimmy Carter : « nous allons défendre les principes de l'autodiscipline, de la morale et surtout de la liberté responsable de chaque individu », avait-il prévenu lors de sa campagne⁷⁵.

Le 4 novembre 1980, lors de son arrivée à la Maison-Blanche, Reagan se devait

de résoudre l'accroissement des dépenses fédérales, entamé depuis le *New Deal* du Président Roosevelt, qui avait fait exploser la dette américaine. Jimmy Carter laissait en effet derrière lui la bagatelle de 79 milliards de dollars de déficits lors du dernier budget pour 1981. Plus encore, sur les campus, la révolution culturelle remettait en cause les

fondements moraux de l'Amérique. Les désastres de la défaite du Vietnam, du retrait face à l'Union soviétique et de la prise d'otage de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran sapèrent l'image de l'Amérique à travers le monde. En définitive, celle-ci se devait de résoudre une profonde crise d'identité.

Le succès des « Reaganomics »

⁷⁴ Damien Theillier, «il y a trente ans, Ronald Reagan», lebulletindamerique.com, 20 janvier 2011.

⁷⁵ Cité par Damien Theillier, op. cit.

Ronald Reagan a tenu à démystifier le rôle de l'Etat pour promouvoir la liberté et la responsabilité individuelles et, à ce titre, il est l'un des pères fondateurs du parti républicain moderne : sa définition du conservatisme, fondé sur des baisses d'impôts et sur une opposition à l'environnementalisme et à l'avortement, l'importance accordée à l'opinion publique – « *the Moral Majority* » – et même son soutien aux systèmes de missiles de défense, sont autant de positions qui sont devenues caractéristiques des leaders républicains qui ont suivi.

Lecteur assidu de l'économiste français Frédéric Bastiat ou des autrichiens Hayek et Mises, Ronald Reagan s'est prononcé très tôt en faveur d'une réduction du rôle de l'Etat dans la société américaine. Ainsi déclarait-il, seize jours après sa prise de fonction, que « *le pourcentage de notre revenu global que le gouvernement fédéral prélevait en taxes et impôts en 1960 a, depuis, doublé. Et enfin, 7 millions d'Américains sont prisonniers de cette indignité humaine et de cette tragédie personnelle qu'est le chômage (...). Qu'est-il arrivé au rêve américain : devenir propriétaire de sa maison ?* »

Afin de stimuler l'économie, Ronald Reagan va fonder ses politiques publiques sur les théories de l'offre⁷⁶, qui amènent à des baisses drastiques des impositions. Comme le souligne Chris Edwards, analyste au CATO Institute, sa politique s'est traduite « *par une réduction du taux de l'impôt sur le revenu de*

70% à 28% et celui de l'impôt sur les entreprises de 46 à 34%. »⁷⁷. Les années 80 apparaissent en conséquence aujourd'hui comme une décennie prospère : le revenu médian des foyers s'est accru de près de 4000\$ durant la présidence de Ronald Reagan. Stagnant avant celle-ci, il aurait chuté à 1500\$ en 1989⁷⁸.

Si le déficit de l'Amérique à la fin de sa présidence est souvent pointé du doigt, il est bon de rappeler que Ronald Reagan ne put compter, durant son mandat, sur le soutien d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants et au Sénat entre 1987 et 1989 : « *la première version du plan de février 1981 prévoyait des réductions [des dépenses publiques] visant à les ramener à 19,3% du PIB en 1984 et ainsi équilibrer le budget. Le Congrès refusant de voter cette réduction, le déficit est resté élevé et les dépenses ont été bloquées à plus de 22% jusqu'à la fin des années 1980* »⁷⁹. Aussi, l'état dramatique des relations internationales dans les années 80 faisait naître un nouvel impératif.

Le vainqueur de l'URSS

En politique étrangère, la « doctrine Reagan » apparaît aujourd'hui comme l'un des facteurs premiers de la chute de l'Union soviétique. Faite d'une conscience aigüe de la nécessité de maintenir la puissance américaine et la dissuasion par la force, elle fut

⁷⁶ ou « *supply-side economics* », notamment la courbe de Laffer.

⁷⁷ Chris Edwards, « Déficit et politique fiscale sous Ronald Reagan », *lebulletindamerique.com*, 6 février 2011.

⁷⁸ William A. Niskanen et Stephen Moore, « *Supply-Side Tax Cuts and the Truth About the Reagan Economic Record* », CATO Institute, *Policy Analysis* n° 261, 22 octobre 1996.

⁷⁹ Chris Edwards, op. cit.

constamment à la recherche d'une supériorité militaire écrasante. Entouré de conseillers profondément antisoviétiques, comme Jeane Kirkpatrick⁸⁰, Reagan eut l'ambition de percevoir les différents types de régimes et d'idéologies « afin de discerner les amis des ennemis, les opportunités des périls », préférant s'allier aux régimes autoritaires pour mieux combattre le totalitarisme. S'il n'envisageait pas un interventionnisme imprudent, la place de l'Amérique au XX^{ème} siècle justifiait selon lui une action internationale emprunte de vigilance⁸¹.

Cela conduira naturellement à des difficultés – en 1986, le scandale Iran-Contra mit la Présidence Reagan en péril⁸². Toutefois, le premier mérite de son action est d'avoir permis de briser la « doctrine Brejnev »⁸³. En effet, comme l'envisage Lee Edwards, la nature profondément utopique du communisme impliquait la coercition – ne pas reculer devant l'usage de la force si l'avenir du socialisme l'exigeait⁸⁴. Mettre fin à la fois à cette volonté et cette capacité coercitives ne pouvait que porter atteinte à l'édifice dans son ensemble.

⁸⁰ A lire notamment, Jeane J. Kirkpatrick, « *Dictatorships and Double Standards* », *Commentary Magazine*, Novembre 1979.

⁸¹ David Azerrad, « *The Six Enduring Principles of Reagan's Foreign Policy* », 8 novembre 2011, thefoundry.com; Robert Kaufman, « *The First Principles of Reagan's Foreign Policy* », 1er novembre 2011, Heritage Foundation.

⁸² Dans les années 80, des membres de l'administration Reagan vendirent illégalement des armes à l'Iran, pourtant ennemi des Etats-Unis, afin de financer les « Contras », un mouvement contre-révolutionnaire nicaraguayen opposé au gouvernement marxiste-léniniste de Daniel Ortega. Ronald Reagan nia les fait savant de dédire.

⁸³ Lee Edwards, Ph.D, "Ronald Reagan and the Fall of Communism", Heritage lectures, 4 décembre 2009.

⁸⁴ Ibid.

Pourtant, la confrontation avec l'Union soviétique semblait compromise au début des années 80 pour les Etats-Unis. En effet, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, la progression du marxisme-léninisme en Afrique noire, la menace des missiles soviétiques sur les villes européennes, etc. rendaient les perspectives occidentales particulièrement sombres. Cependant, prenant le contrepied de nombreux analystes incapables d'envisager les faiblesses structurelles du bloc soviétique, Ronald Reagan déclara en mai 1982 que l'URSS était « défaillante, du

« POUR LA
PREMIÈRE FOIS, LE
PRÉSIDENT DES
ETATS-UNIS SE FIXAIT
POUR OBJECTIF DE
REMPOR TER LA
GUERRE FROIDE »

fait d'un contrôle centralisé et rigide qui avait détruit les incitations à l'innovation, à l'efficacité, à la réalisation individuelle »⁸⁵. Qualifiant l'Union soviétique d' « Empire du mal », Ronald Reagan refusa une coexistence avec celle-ci et voulut mettre un terme aux « hésitations, aux accommodements et aux politiques de détente » :

Reagan ordonna ainsi de mener des actions en territoire soviétique, afin de soutenir les dissidents et de briser économiquement le régime. Les opérations militaires se firent de surcroît plus téméraires : des missiles sol-air Stinger furent livrés aux moudjahidines afghans, un système antibalistique déployé – la « guerre des étoiles », selon ses détracteurs progressistes – et, en 1983, les Marines débarquaient à Grenade pour en chasser le

⁸⁵ Cité par Lee Edwards, op. cit.

récent gouvernement communiste. Incapable de rivaliser, l'URSS était à bout de souffle quand Gorbatchev prit le pouvoir en 1985 et dévoila davantage encore son impuissance lorsque Reagan lança en 1987, devant la porte Brandebourg: « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur ! ».

Bien sûr, celui-ci fut sans doute le premier responsable de la chute du communisme : en abandonnant la doctrine Brejnev au bénéfice de la *glasnost* et de la *perestroïka*, Moscou admettait ne plus avoir ni la volonté ni la force militaire utilisée à Budapest en 1956 ou à Prague en 1968. Cependant, à en croire Lee Edwards, « les plus grands leaders politiques personnifient les vertus classiques de courage, prudence, justice et sagesse. » Par une perception profonde de son temps, Reagan a permis l'écroulement du bloc soviétique. Sans doute « avait-il de ces trois qualités, et en abondance »⁸⁶.

Article par Emmanuel Arthault.

⁸⁶ Lee Edwards, Ph.D., « *The Classical Virtues of Ronald Reagan* », Heritage Foundation, Webmemo No. 3128.